

Subject File

Technical Assistance

80-01 - Police - Advisory and Training - Reports by Experts - Part C

01/06/1964 - 30/08/1965

2/2

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 30

FILE 6

ACC. DA613/1.6.1.00

02.03/85

6 (encl 1963)

Dear Mr. Innes:

The Commanding Officer of the Nigeria Police has raised the question of the level of the cost of living as it affects officers and men of the Nigeria Police Contingent serving in the Congo. He mentions that the present level of allowances paid to them does not correspond with the rise in the cost of living.

As here, therefore, undertaken a survey to determine to what extent an increase of the allowances would be justified and feasible. After having considered various price factors, we recommend an increase of the daily subsistence allowance by 25% i.e. from 100 C.frs per man per day to 125 C.frs per man per day, an increase of 30 C.frs and for officers an increase from 900 C.frs to 1,200 C.frs per man per day, an increase of 150 C.frs, the increase being payable only in Congolese francs.

You are probably aware that contingent members are authorized to receive 50% in local currency or in coupons and 50% in the coupons or convertible into foreign currency and payable at the time of repatriation. However, we stress that the changes resulting from the increase in the allowances will not affect the hard currency payments provided for in the Nigeria Police budget.

A similar problem has been raised in connection with the Nigeria Police instructors assigned to the National Police College who are provided by the Nigerian Government. Their salaries are paid by the Nigerian Government and their subsistence allowance, payable in Congolese francs, by the United Nations. The current rate of the subsistence allowance is 2,400 C.frs during the first 60 days and, thereafter, 2,800 C.frs for officers with dependents, and 1,800 C.frs for officers without dependents. Experience shows that these allowances have proved to be inadequate in relation to the salaries paid by the Nigerian Government. We, therefore, suggest that an increase of 25% of the daily subsistence allowance be granted also to this

Mr Stuart T. Burton
Director UNDP
B.P. 629
Lussemburville

cc: Mr Innes, Commanding Officer, Nigeria Police
Mr Innes

Encls: 100/UNDP/25.120
"Nigeria - Nigeria Police Contingent
Lussemburville"

group, i.e. from \$,100 to \$,500 6.00 for officers with dependents
and from \$,500 to \$,1000.00 8.00 for those without dependents.

We should be grateful to receive your comments on the above
proposals.

Yours sincerely,

John H. Shannon
Deputy Resident Representative
(Administration)

2,062.50

ALLAHABAD - Nigeria Police Contingent
Leopoldville

CP 31,50

07 439,500
(+ 58,500)

Increased allowances should be paid in local currency only.



INTER-OFFICE MEMORANDUM

80-01

5/5/65

M. Drou - Tafall

A:

DE:

OBJET:

M. Pennarichs vient de me dire que cet après-midi vous donnez une conférence à la Police congolaise et nigérienne réunies. Voici du matériel utile pour la distribution. Les policiers nigériens, il faut bien le dire, sont parmi les meilleurs clients du Centre. Je ne sais pas encore où la conférence aura lieu et à quelle heure. C'est dommage parce que j'aurais pu obtenir un photocopie.

Luppalboud

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DE L'INTERIEUR
ECOLE DE POLICE DU GOUVERNEMENT CENTRAL
LEOPOLDVILLE - MATETE.-

Léopoldville, le 30 avril 1965.-

N°M.11/2533/262/EPGC/65.-

A Monsieur OSORIO TAFAL
Représentant de l'O.N.U. au Congo
LEOPOLDVILLE.-

Objet : Conférence pour les
candidats S/Complice.-

Monsieur le Représentant;

Nous référant à l'arrangement que
vous avez pris avec Monsieur Louis PONTAL sur la conférence à donner à
l'Ecole de Police, nous avons l'honneur de vous inviter officiellement
pour le mercredi, 5 mai à 15 heures.-

Nous vous remercions pour l'assistance
que vous comptez nous apporter pour la formation de nos jeunes policiers
et vous prions d'agréer, Monsieur le Représentant, l'expression de nos
sentiments distingués.-



LE COMMISSAIRE CONTROLEUR PRINCIPAL
- G. NZOAMAZOA.-

COMMANDANT DE L'ECOLE DE POLICE.-

BAT-1008/65

4 mai 1965

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de l'assistance technique des Nations Unies à la République Démocratique du Congo, j'ai l'honneur de soumettre à votre agrément la candidature de M. Ernest MARTIN, de nationalité Canadienne pour le poste d'instituteur à l'Ecole Nationale de Police de Léopoldville.-

✓.... Veuillez trouver ci-joint le curriculum vitae de l'intéressé.

Je vous saurais gré de bien vouloir me faire parvenir votre approbation de cette candidature afin de nous permettre de procéder aux formalités d'usage pour le recrutement de ce candidat.-

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Représentant Résident
Bureau de l'Assistance Technique

B.P. Osorio-Tafall

Son Excellence
Monsieur G. Munongo
Ministre de l'Intérieur
Gouvernement Central
Léopoldville

cc: M. S. Bonalligues

CURRICULUM VITAE

Nom : MARTIN, Ernest Lewis Nationalité : Canadienne
Date de naissance : 26 Septembre 1917
Situation de famille: Marié
Adresse : 2578 rue Pierre Martin
Québec, 10, P. Q., Canada
Langues : Anglais (langue maternelle)
Français (couramment)
Allemand (peut lire et comprendre)
Expériences de 1950 à maintenant : Département de la Défense Nationale, Ottawa - Sergent d'Etat-Major, Investigateur Spécial, Police Militaire Canadienne, Armée Canadienne, Région Orientale de Québec.

Recherches criminelles et de délits sous la juridiction militaire. Recherche et arrestation d'absents et de déserteurs. Liaison avec les autorités civiles de la Police et les tribunaux. Formation de jeunes investigateurs. Etudes des crimes, classement des dossiers. Rédaction de rapports et correspondance en Anglais et en Français. Travaux d'identification criminelle, c'est à dire empreintes digitales et photographie. Enquête de sécurité des installations militaires. Recherches sur les accidents et les réclamations en découlant. Toutes autres recherches ou demandes requises par les autorités militaires. De plus, peut être appelé à assumer des fonctions ayant trait à la défense civile et au contrôle du trafic.

D'avril 1954 à juin 1958, a été employé comme instructeur à l'Ecole Militaire de Police Canadienne, Camp Shilo, Man. Les sujets d'enseignement étaient : droit criminel et militaire, recherches, rédaction de rapports, procédure des tribunaux, maniement et préservation de l'évidence, techniques de laboratoire, identification, etc... Etait également appelé à enseigner en Français.

1950
(Janvier-Février)

Commission Portuaire de Toronto - Sécurité de l'aéroport. Fonctions de sécurité générale de l'aéroport et entretien, aéroport Toronto Island.

1944-1949

Ministère de la Guerre, Londres - Investigateur spécial, XI Police Militaire Royale, Armée Britannique, Moyen-Orient. Recherches criminelles et de délits sous la juridiction militaire comprenant les forces alliées et les civiles soumis au droit militaire.

Employé comme Sergent Investigateur au Caire, Egypte, et comme Sous-Officier, Classe I et II chargé des détachements de recherches à Abassia, Port Said, Tel El Kébir et les Iles Dodecanese (Rhodes). Il fut également appelé à faire des recherches sur les crimes de guerre.

1942-1944

Quartier Général, Forces françaises libres du Moyen-Orient, Liban - Sergent, Police Militaire.

Fonctions générales de police militaire, patrouilles, escortes de convois, contrôle du trafic, escortes de prisonniers, liaison avec la Police Militaire, Britannique, recherches conjointes. Interprète officiel pour l'anglais dans les Tribunaux militaires français.

1940-1942

Armée française, Extrême-Orient - Infanterie (fantassin)

Il entra dans les forces françaises pour l'Extrême-Orient, en mars 1940 et suivit un entraînement avec le 5^e régiment, Légion Etrangère française, au Tonkin, en Indochine en mai 1940. Il servit au Tonkin, en Cochine^{chine} et au Cambodge jusqu'en mars 1941. Il fut rapatrié en Chine et après un congé et une hospitalisation, rejoignit les forces françaises libres par l'intermédiaire de l'ambassade britannique à Shanghai, et fut envoyé à Singapour en juillet 1941. Il fut transféré au Moyen-Orient en octobre 1941.

COURS SUIVIS ET QUALIFICATIONS

- 1950 Groupe de Police 1 et 2, cours de qualification, Ecole C Pro C.
Groupe 1 de chauffeur et de mécaniciens, cours de qualification,
Ecole de formation Professionnelle, Saskatoon, Sask.
- 1951 Instructeurs de Police, cours de qualification. Ecole C Pro C.
- 1952 Cours de recherche criminelle à l'Ecole Militaire de Police,
Armée Américaine, Fort Gordon, Ga. E. U. A.
- 1954 Collège de la Police Canadienne, Classe N°.23 R.C.M. Dépôt de
Police, Regina, Sask.
- 1955 Cours sur les méthodes d'instruction, Ecole Royale Canadienne
d'Infanterie, (M. de I. Wing), Camp Borden, Ont.
- 1955 Cours sur les investigateurs d'incendies, R. C.A. F. Station,
Winnipeg, Man.
- 1960 Cours de qualification, Groupe 4, Investigateurs Spéciaux C Pro C,
à l'Ecole C Pro C, Camp Shilo, Man.
- 1962 Cours d'identification policière R.C.M., Quartier Général, Ottawa,
Ont. Classe N°. 24
- 1963 Cours sur la démolition spéciale et les bombes, 34 Ordonnance
Ammunition Depot, Ste. Therèse, P.Q.

Est qualifié dans "Les Principes de l'Aide immédiate" et à obtenu
la récompense du mérite " Award of Merit", The Royal Life Saving
Society (Ontario branch)

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

80-01

INDICATE
PRIORITY

LTF	SVC Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
-----	----------------	------------------	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

NR

OUTGOING CLEAR

965 APR 24 AM 9: 25

(Address es)

O. N. U. C.

UNATIONS NEW YORK

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

COTAB 734 ESTAB/L ORLIC.

YOUR 583 AND 570 POLICE TRAINING. SINCE ALL AVAILABLE
CANDIDATES HAVE ALREADY BEEN DESIGNATED NO ALTERNATIVE NAMES
CAN BE INDICATED. ON OTHER HAND, ^{you} MAY WISH CHECK INTEREST
AND AVAILABILITY FOLLOWING CANDIDATES APPROVED LAST YEAR BUT
SUBSEQUENTLY PROVED UNAVAILABLE: ROLAND MORONVAL, ANTOINE
LOPEZ AND RENE GALLY.

GILPIN

CONFIRMATION
COPY

T. O. R.

T. O. D.

BY:

Drafted by : A. Buccianti
Authorized : A.C. Gilpin
Date :

24 April 1965

ACTION

65 NY 29 22 2213Z

LTF

TECABOARD

LEO ;

583 GILPIN FURTHER MY CABLE 28 APRIL REGARDING POLICE TRAINING
PROJECT. WISH ADVISE YOU GILLES UNAVAILABLE. KINDLY ASN
GOVERNMENT SELECT TWO ALTERNATIVE CANDIDATES ;

ESTADIAL "

COL 583 28 "

YC24 NY 69 20 2255Z ;

LTF

TECABOARD

LEO ;

570 GILPIN YOUR CABLE TO ORLIC REGARDING POLICE TRAINING

PROJECT. WISH INFORM YOU OFFERS HAVE BEEN MADE TO ALL SELECTED

CANDIDATES EXCEPT GILLES. FOLLOWING CANDIDATES HAVE ALREADY

ACCEPTED: DESSARD, EVERAERT, MICELI, CAULIER, LESUEUR,

PITRE. MACOUN HIGHLY INTERESTED, ;

P2/19 ;

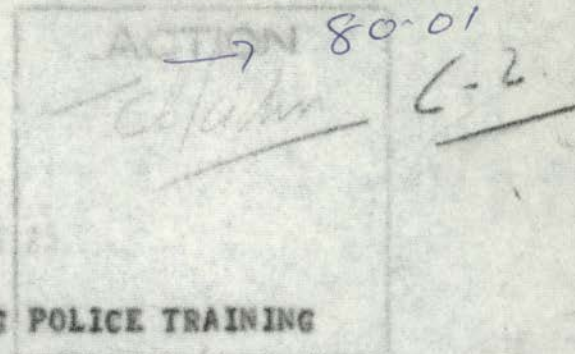
LIKELY TO ACCEPT. AS GILLES AVAILABILITY MOST DOUBTFUL

PLEASE INDICATE IF POSSIBLE NAMES OF TWO ALTERNATIVE

CANDIDATES ;

ESTABIAL "

COL 570 " ✓



C.P.O.

C.P.O.

C.P.O.

C.P.O.

→ 1 80-01

1965 APR 16 PM 2:12

O.N.U.C.

UNATIONS NEWYORK

COTAB 693 ORLIC FROM GILPIN REFERENCE POLICE TRAINING
PROJECT. WITH EXCEPTION OF CONFIRMATION APPOINTMENTS LESUEUR
AND CAULIER NO NEWS CONCERNING BALANCE POLICE TRAINING
INSTRUCTORS. PLEASE ADVISE STATUS THEIR RECRUITMENT URGENTLY.

CONFIRMATION
COPY

acc. Gilpin

/psc

A. Buccianti
A.C. Gilpin
16 avril 1965

ACG/bb

BAT/884/65

20 avril 1965

As: Monsieur L. Pontal, Instructeur, Ecole Nationale de
Police

De: A.C. Gilpin, Représentant résident adjoint

Objet: Visite de Monsieur Osorio-Tafall

Me référant à ma lettre du 13 mars et à votre récente
visite à mon bureau, j'ai le plaisir de vous informer que Monsieur
Osorio-Tafall sera heureux de visiter l'Ecole Nationale de Police
le mercredi, 28 avril à 15 heures pour y donner un discours sur
le travail des Nations Unies au Congo.

cc: Mr. Osorio-Tafall

Léopoldville, le 9 avril 1965

80-01

Louis Pontal, Expert Training Police
à
Monsieur le Représentant-Résident.

O.N.U.C. Léopoldville.

OBJET.- A/s du véhicule automobile qui m'est affecté.

Il n'est point dans mon habitude, Monsieur le Représentant-Résident, d'importuner mes supérieurs hiérarchiques par des sollicitations impossibles.

Dans le cas présent, devant l'incompréhension du Service Automobile O.N.U.C. et à mon grand regret, je me vois dans l'obligation de porter les faits à votre connaissance aux fins qu'il y soit remédié.

Le 22 septembre 1964, une voiture 2 CV n° 8564, a été affectée collectivement à M. El Abed et moi-même aux fins que nous puissions aller donner nos cours à l'Ecole Nationale de Police à Matété; Par la suite, M. El Abed a obtenu un véhicule pour son usage propre.

Or, le véhicule 8564 lorsqu'il m'a été affecté se trouvait dans un état mécanique précaire. Je l'ai conduit de nombreuses et régulières fois à l'atelier du Petit Pont aux fins de réparations.

Sans compter ces fois précédentes dont je ne me souviens plus la date exacte, présentement ce véhicule n'est pas dans un état correct de fonctionnement. Des vibrations importantes et dangereuses se produisent, en cours de marche, dans le train avant, direction et suspension.

A l'effet de faire effectuer cette réparation, je l'ai conduit le 13 janvier à l'atelier. Il y est resté jusqu'à fin février, soit 1 mois 1/2. Aucune amélioration n'y a été apportée.

Pour les mêmes causes, j'ai ramené la voiture au Petit Pont le 1er mars 1964. Elle y est demeurée jusqu'au 15 mars. Sans résultat. Le mécanicien me précisant que le châssis étant faussé il ne pouvait rien y faire..... Je me suis alors adressé au Chef de Service du garage lequel assurait en même temps l'intérim du Service Automobile au Royal, en demandant à ce fonctionnaire de vouloir bien m'affecter un autre véhicule. Il m'a été répondu qu'il n'y en avait pas et qu'il n'y avait pas de pièces pour effectuer les réparations.....

/.....

A nouveau, sentant qu'un jour ou l'autre un accident
était prévisible en raison de l'état defectueux de marche du
véhicule, je l'ai ramené au Petit Pont vers la fin mars. Il y est
resté 8 jours. Sans résultat.

Soit en 6 mois d'affectation, 2 mois I/2 d'atelier
sans aucune réparation concrète.

J'attire votre attention, Monsieur le Représentant-
Résident, que ce véhicule me sert 2 à 4 fois par jour, suivant l'
horaire des cours, à me rendre à l'Ecole Nationale de Police de
Matété, soit une distance aller-retour pour chaque trajet de 35 Km
environ.

Je ne demande nullement un véhicule plus puissant ou
plus luxueux, mais simplement une bonne 2 CV en bon état de marche
aux fins de pouvoir remplir correctement la mission dont je suis
chargée.

En vous remerciant, je vous prie de croire, Monsieur
le Représentant-Résident, en mes sentiments respectueusement les
meilleurs.

Louis Pontal,



Temp's
replir
durant
service.

ACB/IV

LN/455/65

9 April 1965

To : Mr. W.R. Leonard,
Bureau of Technical Assistance

From : A.C. Gilpin,
Deputy Resident Representative

Subject : Police College

Attached for your information is copy of the latest quarterly report submitted by Mr. Kamal Al-Abed, one of our instructors at the Police College.

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

8 avril 1965

A: Monsieur A.C. Gilpin, Représentant résident a.i. du BAT

De: Kamal Al-Abed, Docteur en droit, Instructeur conférencier
à l'Ecole de Police du Gouvernement central à Matete - Léopoldville

Objet: Rapport d'activité trimestriel.

Dans le dernier paragraphe de mon rapport d'activité du 16 décembre 1964 j'avais dit: " en ce qui concerne le cours de droit pénal que j'enseigne, je crois pouvoir clôturer (sauf imprévu) avant la fin de l'année le Livre I traitant du droit pénal général. Les deux premiers trimestres de l'année 1965 seront consacrés au Livre II (Droit pénal spécial.)"

Or, l'imprévu a surgi subitement pour mettre sens dessus dessous mon programme étalé sur une année de scolarité. L'évènement imprévu en question est que pour une raison que j'ignore un projet est sur le point d'être pris, à l'Inspection générale, pour écourter la session actuelle de trois mois. Cela veut dire que je dois comprimer mon cours et en éliminer certaines parties qui normalement doivent être enseignés.

Les sujets suivants figurent d'ores et déjà dans mon programme et sont préparés prêts; je ne les ai pas encore traités; les circonstances dont j'ai parlé me forcent à les laisser de côté. Ce sont: le détournement de main d'oeuvre, la banque-route, les cas assimilés à la banque-route; l'incitation à la haine raciale; l'abus des croyances superstitieuses; l'inviolabilité du secret des correspondances; l'adultère; l'avortement, la grivèlerie; le port illégal de décorations; le faux témoignage; le faux serment; les infractions et les fausses déclarations à l'état; mutilation de cadavre; anthropophagie.

Je dois opérer une deuxième compression de mon cours (ce qui n'est pas chose aisée) pour satisfaire aux exigences de la section accélérée qui a commencé à fonctionner le 5 courant. Elle est composée de trente commissaires de la capitale. On voudrait donner à ces fonctionnaires en même temps qu'une formation juridique des plus réussies un brevet supérieur bien mérité au bout d'une scolarité de trois mois.

.../...

Tous ces événements inattendus et stupéfiants ailleurs qu'ici ont contrecarré mes projets et l'ordonnement de mon cours; mais je ne crie pas au désespoir ni même au découragement issue de ces perturbations. J'ai persisté dans ma tâche, comme prévu auparavant, avec de petites modifications de programme, par-ci, par-là et à moins d'un autre imprévu exaspérant j'ose souhaiter et espérer mener à bonne fin mon travail au mois de juin prochain pour les deux sections normale et accélérée.

Des ennuies avec mon dactylographe congolais ont ralenti le travail de mon cours qui devait être normalement livré à la distribution dans la première quinzaine d'avril, la répartition aura lieu vers le 25 courant.

A l'appui de mes conférences, j'ai jugé indispensable de^{re} mettre aux étudiants le texte même du Code pénal congolais. Or ce texte figure dans le grand recueil de lois du Congo Belge, ouvrage officiel encombrant et introuvable sur le marché local. Après des négociations laborieuses et des pourparlers ininterrompus avec les responsables de Lovanium, notamment le secrétaire général de la Faculté de droit, M. Derossius, et le professeur de D.P. M. Verhagen et le bénéficiaire de l'exclusivité d'édition des lois, le professeur Pierre Piron, j'ai réussi à arracher à ce dernier lors de sa courte visite à Léopoldville son consentement pour la publication d'une petite brochure du Code avec les annotations récentes et les dernières modifications législatives survenues après l'Indépendance et qui ne figurent jusqu'à présent qu'à l'état disparate dans le Moniteur Congolais. Un exemplaire de cet ouvrage vous sera remis par mes soins.

Un nouvel arrivage d'ouvrage de Droit pénal est prévu incessamment à Lovanium. J'ai exprimé le désir d'être prévenu car d'après la nomenclature qui m'a été soumise j'ai relevé les toutes dernières publications intéressant et mon cours et la science de l'enseignement et de l'investigation criminelle appliquée. Bien entendu, votre accord sera requis et souhaité pour l'acquisition de ces ouvrages qui pour l'avenir formeront le noyau d'une bibliothèque bien fournie en documentation et fort instructive pour enseignant et disciples.

Pour votre information, veuillez prendre connaissance qu'à l'issue de l'examen trimestriel qui a eu lieu fin mars, cinq étudiants candidats ont été proposés au renvoi du fait de leurs échecs successifs, et du peu d'espoir de les voir réussir l'examen final.

Pour conclure et dans l'attente de vos directives qui m'éclaireront davantage dans l'accomplissement de ma tâche, je me permets de vous faire part de mes impressions quant au projet de la Training Police auquel je participe. Ce projet aurait eu plus de succès et je l'aurais considéré mieux réussi s'il n'y avait pas des pertes de temps intermittentes et s'il n'y avait pas des imprévus perturbateurs.

Dans l'ensemble et, pour mon cours spécialement, je constate à ma grande satisfaction que mes efforts sont payés de retour par (a) la direction de l'école qui m'a témoigné à plusieurs reprises son appréciation; (b) les étudiants pour la plupart attentifs intéressés par mon cours et toujours avides de connaissance.

Ces dernières considérations sont pour moi un stimulant dans mon travail et un véritable réconfort dans les circonstances fort étranges et parfois fort décevantes où se déroulent la formation juridique des étudiants.

Bien respectueusement

K. Al-Abed

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'K. Al-Abed', with a long horizontal flourish extending to the right.

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 3 AVRIL 1965, TENUE A
L'ECOLE DE POLICE DU GOUVERNEMENT CENTRAL ENTRE LE
PERSONNEL ADMINISTRATIF ET LE CORPS ENSEIGNANT.-

L'Ordre du jour comportaient les points suivants :

- Examen du cas de certains candidats n'ayant pas satisfait à l'examen et proposition de leur renvoi.
- Divers.-

ETAIT PRESENT.-

Tout le personnel administratif et enseignant de l'Ecole

A 9 heures 15' le Commandant ouvre la séance en déclarant; nous nous réunissons aujourd'hui pour discuter les cas et éventuellement proposer le renvoi de certains candidats qui n'ont pas obtenu le pourcentage minimum (50 %) exigé pour continuer à suivre les cours.

Le cas des candidats NYNGILE Jérôme, malade et LUMUNA Sébastien, absent, pendant les examens, n'est pas à discuter, ils peuvent continuer à suivre les cours, car sur les matières qu'ils ont présentées dont le total s'élève à 720 points, ils ont dépassé la moyenne.

Les candidats n'ayant pas réussi sont :

1.- LOKUNDA	Clément	373 /940
2.- NGOMBULA	Alphonse	372 /940
3.- NSANYA	Bède	341,5/940
4.- NGWAMBILI	Pius	382 /940
5.- SAOLONA	Henri	386,5/940
6.- KITOKO	Léon	397 /940
7.- SHUNGU	Raphaël	400 /940
8.- ETIEMEN	Simon	416 /940
9.- ILUNGA	Prosper	438,5/940
10.- DINGELE	Pierre	447 /940
11.- NGOY	Joachim	456,5/940
12.- PERO	Clément	457,5/940
13.- NGANZALA	François	465,5/940
14.- MANGA	Constant	459 /940

Après, vient la discussion de chaque cas,

1.- LOKUNDA Clément

Ce candidat a obtenu 373 points sur un total de 940, 8 échecs sur les branches suivantes

1.- Anglais	25,5/80
2.- Education Civique	14 /80
3.- Droit Pénal	16 /80
4.- Procédure Pénale	20 /80
5.- Droit Constitutionnel	32 /80
6.- Police Générale	37,5/80
7.- Culture Générale	18,5/80
8.- Police voie publique	24 /80

Les membres de la réunion, vu le nombre d'échecs pour ce trimestre, contre 6 au premier trimestre, vu cette regression de la part de l'élève, ont proposé son renvoi.-

2.- NGOMBULA Alphonse, ayant obtenu 372 points sur 940; 8 échecs sur les branches suivantes :

1.- Anglais	32 /80
2.- Droit Pénal	6 /80
3.- Procédure Pénale	28,5/80
4.- Droit Constitutionnel	10/80
5.- Police Générale	27 /80
6.- Culture Générale	36 /80
7.- Police Voie publique	25 /80
8.- Education Civique	19 /80

Comme le précédent a moins d'échecs que lui et vu son comportement non digne d'un élève vis-à-vis de ses dirigeants, les membres de la réunion ont proposé son renvoi de l'Ecole.

3.- NSANYA Bède; 341,5 points sur 940 9 échecs sur les matières suivantes;

1.- Maintien de l'ordre	30 /80
2.- Education Civique	16 /80
3.- Droit Pénal	26 /80
4.- Procédure Pénale	18,5/80
5.- Droit Constitutionnel	30 /80
6.- Code de la Route	14,5/80
7.- Police Générale	29 /80
8.- Culture Générale	11 /80
9.- Police P.V.	28 /80

Ce candidat n'obtenant toujours pas dans les examens mensuels et trimestriels la moyenne, vu qu'il a 9 échecs contre 5 échecs au premier trimestre et cette regression, les membres ont proposé à l'unanimité son renvoi.

4.- NGWAMBILI Pius, 386,5 points sur 940, 9 échecs sur les matières suivantes :

1.- Maintien de l'ordre	38 /80
2.- Anglais	26,5/80
3.- Education Civique	13 /80
4.- Droit Pénal	38 /80
5.- Procédure Pénale	30,5/80
6.- Droit Constitutionnel	22 /80
7.- Code de la Route	32 /80
8.- Police Générale	29 /80
9.- Culture Générale	23 /80

Les membres de la réunion, ayant constaté que ce candidat a obtenu plus d'échecs maintenant qu'au premier trimestre et vu son comportement non digne d'un élève vis-à-vis de professeurs, ont proposé son renvoi.

5.- SAOLONA Henri; 386,5 sur 940 points, 9 échecs sur les branches suivantes :

1.- Maintien de l'ordre	36 /80
2.- Anglais	20 /80
3.- Education Civique	26 /80
4.- Droit Pénal	36 /80
5.- Procédure Pénale	24 /80
6.- Droit Constitutionnel	24 /80
7.- Police Générale	23,5/80
8.- Culture Générale	21,5/80
9.- Police voie publique	10 /80

Les membres, vu ce nombre d'échecs, vu qu'on a proposé de renvoyer ceux qui ont moins d'échecs que lui, proposent son renvoi de l'Ecole de Police.

6.- KITOKO Léon, 397 points sur 940, 3 échecs au premier trimestre et 8 échecs au second sur les matières suivantes ;

1.- Maintien de l'ordre	38 /80
2.- Anglais	24,5/80
3.- Education Civique	18 /80
4.- Droit Pénal	15 /80
5.- Procédure Pénale	32,5/80
6.- Droit Constitutionnel	26 /80
7.- Culture Générale	29,5/80
8.- Police Voie publique	30,5/80

Ce candidat au lieu de progresser, regresse, sur ce son renvoi a été proposé.

7.- SHUNGU Raphaël 400 sur 940 points, 5 échecs au premier trimestre et 8 au second sur les matières suivantes :

1.- Anglais	26 /80
2.- Education Civique	24 /80
3.- Droit Pénal	19 /80
4.- Procédure Pénale	28,5/80
5.- Droit Constitutionnel	16 /80
6.- Code de la Route	33 /80
7.- Culture Générale	36 /80
8.- Police Voie publique	31 /80

Ce candidat ne fournit aucun effort pour n'avoir ne fût-ce que la moyenne. Il s'absente trop des cours. Les membres ont proposé son renvoi.

8.- BIEME Simon 416 points sur 940, 6 échecs au premier trimestre et 7 au second trimestre sur les matières ci-après :

1.- Anglais	21,5/80
2.- Education Civique	10 /80
3.- Droit Pénal	35 /80
4.- Procédure Pénale	35,5/80
5.- Droit Constitutionnel	20 /80
6.- Culture Générale	35,5/80
7.- Police Voie Publique	34 /80

Ce candidat, ayant plus d'échecs pour ce trimestre qu'au premier, et vu qu'il ne fait montre d'aucun effort même pour les examens mensuels, son renvoi de l'Ecole a été proposé par les membres.

9.- ILUNGA Prosper 438,5 sur 940 points, 7 échecs au premier trimestre contre 6 au second sur les matières suivantes :

1.- Police Générale	29,5/80
2.- Education Civique	22 /80
3.- Droit Pénal	33 /80
4.- Procédure Pénale	15,5/80
5.- Droit Constitutionnel	28 /80
6.- Culture Générale	34 /80

Vu cette légère amélioration 7 contre 6, ce candidat a été maintenu.

10.- DINGELE Pierre 447 sur 940 points, 5 échecs au premier trimestre et 9 au second sur les branches suivantes :

1.- Maintien de l'ordre	37 /80
2.- Anglais	39,5/80
3.- Education Civique	16 /80
4.- Droit Pénal	23 /80
5.- Procédure Pénale	30,5/80
6.- Droit Constitutionnel	34 /80
7.- Police Générale	34,5/80
8.- Culture Générale	38 /80
9.- Police Voie Publique	35,5/80

Ce candidat ayant obtenu 9 échecs pour ce trimestre contre 5 au premier, vu cette regression, son renvoi a été proposé.

11.- NGOYI Joachim 456,5 sur 940 points, 7 échecs pour le premier trimestre et 6 au second trimestre sur les matières ci-après :

1.- Education Civique	32 /80
2.- Droit Pénal	21 /80
3.- Procédure Pénale	25 /80
4.- Droit Constitutionnel	34 /80
5.- Police Générale	37 /80
6.- Police Voie Publique	32 /80

Ce candidat, ayant obtenu moins d'échecs au second trimestre qu'au premier, vu cette légère amélioration, a été maintenu.

12.- Le candidat PERO Clément qui a obtenu 457,5 sur 940 points et 6 échecs contre 7 au premier trimestre a été maintenu. Un léger effort se fait sentir en lui.

Une mesure de clémence a été prise à l'égard de MANGA Constant et NGANZAIA François qui ont obtenu respectivement 4 et 4 sur 940 points pour la bonne raison que pour avoir la moyenne, ils n'ont perdu que quelques points.

Le Commandant : Quelqu'un a-t-il une suggestion à donner au sujet de cet examen ?

PONTAL : Prochainement, il faudra que les élèves changent de classe pour éviter les truchements.

Le Commandant : Ce système a été approuvé, mais je me demande pourquoi il n'est pas suivi.

POCHET : Ce système n'est pas respecté ici à l'Ecole.

Divers

PONTAL : Ne peut-on pas modifier l'horaire dans ce sens qu'un professeur qui a fini de donner cours en A par exemple aille sans interruption pour lui permettre de gagner du temps.

en B.

Le Commandant : fait part de cette suggestion à Monsieur JAMES, Directeur Technique.

Monsieur JAMES : Je verrait dans quelle mesure on peut modifier l'horaire.-

A 9 heures 55 ' la séance est levée.

Fait à Léopoldville, le 6 avril 1965.-

LE RAPPORTEUR
- A.D.A.BUNGU.-

SECRET AIRE.-

LE COMMISSAIRE CONTROLEUR PRINCIPAL
- G. NZOAMAZO.-

COMMANDEMENT DE L'ECOLE DE POLICE.-

LN/412/65

31 March 1965

To: Mr. B.F. Osorio-Tafall, Resident Representative
o/o T.A.B., United Nations, New York

From: A.C. Gilpin, Acting Resident Representative

Subject: National Police Training College

While in New York perhaps you could check on the recruitment position in regard to the eleven instructors whose candidatures have been approved by the Government. It is urgent that at least some of them should arrive as soon as possible

cc: Mr. Cacouris
Mrs. Buccianti

80-01

BAT-696/65

ACG/amp

Le 30 mars 1965

Monsieur Louis Pontal, Instructeur,
Formation de la Police
A.C. Gilpin, Représentant résident p.i. et Directeur
des programmes du Fonds spécial p.i.
Instruction à temps partiel - Ecole nationale de Police

1. Faisant suite à notre récent entretien, veuillez trouver ci-joint copie de la lettre que m'a adressée le 25 mars, le Docteur O. Siebert, assistant du Représentant principal de l'OMS, en réponse à ma note de service du 18 mars dans laquelle je faisais part au Dr. Sallerive des besoins de l'Ecole nationale de police pour un enseignement à temps partiel en matière de médecine légale et de secourisme.
2. Il en ressort que la mission de l'OMS exprime ses regrets de ne pas avoir de spécialiste en médecine légale en mesure d'apporter son concours à l'Ecole dans cette discipline.
3. En ce qui concerne un instructeur en secourisme, je ne permets de suggérer que le Directeur de l'Ecole de police se mette directement en rapport avec la Croix-Rouge congolaise. Si cela présentait quelques difficultés, veuillez me le faire savoir.

cc : Dr. O. Siebert, Représentant principal de l'OMS p.i.

Léopoldville, le 29 mars 1965

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

N° BCE/450/65

/CAB/P.M./

BUREAU DE COORDINATION
ECONOMIQUE

Monsieur B.F. OSORIO-TAFALL
Représentant-Résident du BAT et
Directeur des Programmes du Fonds
Spécial au Congo

Annexe: Agrément de candidatures.

Objet:

LEOPOLEVILLE

ACTION

G
B

Monsieur le Représentant-Résident,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No BAT/
EX/1244 du 23 mars 1965, soumettant à l'agrément du Gouvernement
Central les candidatures des:

- MM. WILLIAM BYRNE, de nationalité irlandaise
- JEAN DESSARD, de nationalité belge
- RENE GAULIER, de nationalité française
- JEAN M. LESURER, de nationalité française
- AUGUSTE J. MICELI, de nationalité française
- EDGARD J. PITRE, de nationalité canadienne
- MICHAEL J. MACOUN, de nationalité britannique
- JOHN C. ROBERTSON, de nationalité britannique

pour les postes d'instructeurs à l'Ecole Nationale de police,
au titre du projet No 80-01.

Compte tenu de l'agrément du Ministre de l'Intérieur sur ces
candidatures, j'ai le plaisir de vous faire part de l'accord du
Gouvernement Central concernant la nomination de ces experts.

J'espère que leur recrutement se fera sans délai.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant-Résident, l'assurance
de ma haute considération.

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

Dr. HILBANI
Directeur p.i.

cc: Ministère des Affaires Etrangères
Ministère de la Fonction Publique
Ministère de l'Intérieur

WORLD HEALTH
ORGANIZATION



80-01
ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTÉ

B. P. 1899
LEOPOLDVILLE

République du Congo

Adresse Télégraphique : Unisanté, Léopoldville

G2/27/3

25 March 1965

MAR 27 1965

ACTION

To : Mr A.C. Gilpin, Deputy Resident Representative

From : Dr O. Siebert, Senior WHO Representative Assistant

Subject : National Police Training College

TO:	<i>M. Gilpin</i>
1	
2	
3	
<input checked="" type="checkbox"/> Acknowledged	
<input type="checkbox"/> No Action Required	
INITIALS	<i>MS</i>

We acknowledge receipt of your letter of 18 March 1965 concerning teachers for the National Police Training College.

We sincerely regret that amongst the group of physicians working at the moment for the W.H.O. Mission in the Congo, there is no specialist in legal medicine.

As regards the courses in first aid we believe that you are right to contact the Congolese Red Cross for obtaining a teacher, as it seems that this Organization has already acquired some experience in this field.

O. Siebert

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

MEMORANDUM INTERIEUR

MAR 29 1965

DATE: 25 March 1965

TO:
A:

Mr. A. C. Gilpin
Deputy Resident Representative of UNTAB
Leopoldville, Democratic Republic of the Congo

ACTION

REFERENCE: 65/162

THROUGH:
S/C DE:FROM:
DE:

William Houston Miller *W.H.M.*
Programme Officer in Charge
Democratic Republic of the Congo Unit, BTAG

SUBJECT:
OBJET:Police Instructor Candidates

TO:	<i>Mr. G. G. G.</i>
1	<i>Brooks</i>
2	<i>Mr. Henrich</i>
3	<i>Mr. Henrich</i>
<input type="checkbox"/> Action Completed	
<input type="checkbox"/> - Acknowledged	
<input checked="" type="checkbox"/> - No Action Required	
INITIALS	

BH ✓

In response to your memorandum IN/331/65 on the above subject, I have requested TARS to convert posts A-69 and B-69 into additional Instructor Posts and proceed with recruitment of these posts.

Inasmuch as US/AID's concurrence is necessary for revisions of the Proag I assume, that in sending the referenced memorandum you have already obtained approval from US/AID for the conversion of the two posts.

*N.B. Posts A-69 & B-69 are both changed
to be Instructor Posts - Ref. Amend. No 5 of
Proag 1965. — Annex VI*

B. Henrich

Esleech
Air Mail Bond
MADE IN U.S.A.

HP/hy

CF.201/65

23 March 1965

To : Mr. E. Alexandrou, Head Accommodation and Maintenance Branch
From : H. Pichler, Chief Budget Officer
Subject : Maintenance Work - Nigeria Police Barracks - Project 80-01

1. In reply to your memorandum dated 17 March 1965, I confirm that the dollar portion of overhead charges as well as other costs for material imported in hard currency will be accepted as a charge to the Nigeria Police Project 80-01, whenever applicable.

c.c. Mr. Hanson
Mr. De Coudia

BAT/604/65

18 March 1965

To: Dr. A. Bellerive, Chief W.H.O. Mission
From: A.C. Gilpin, Deputy Resident Representative
Subject: National Police Training College - Leopoldville/Katete

Confirming our recent conversation, I attach an extract from the proposed curriculum for the National Police Training College.

From this you will see that it is envisaged to include classes, of one or two hours a week, in "la médecine légale" and first aid. I shall be grateful if you will advise on sources of part time teaching in these subjects. As regards first aid, it occurs to me that a similar arrangement might be made with the Congolese Red Cross as was done in the case of the Farm Mechanization Centre.

cc: Mr. Pontal

La médecine légale

- Rôle de la médecine légale dans la recherche judiciaire
- Les domaines de la médecine légale
- L'étude des tests
- Les examens criminologiques
- L'homicide
- Les états passionnels
- Les incendiaires
- Les fugues et le vagabondage
- l'avortement criminel
- Les asphyxies mécaniques
- La submersion
- Les intoxications
- la mort médico-Légale

Secourisme : Cours théoriques, Conseils généraux

- Conduite à tenir en présence d'un accidenté.
- Transport d'un blessé
- Evacuation de victimes d'accidents
- Les différentes causes des blessures: syncope, choc, crise de nerf, épilepsi, hystérie, ivresse
- Plaies, soins, hémorragies, hématomes
- Les lésions de l'appareil locomoteur - articulation - os
- Affection de l'appareil digestif
- Les asphyxies

Cours pratiques

- Relèvement des blessés
- Immobilisation des luxations et fractures (écharpes, attelles).
- Les points de compression. Pansement compressif. Garrot
- Méthodes manuelles de respiration artificielle
- Méthode dite "de bouche à bouche".

PROPOSITIONS ARRETEES AU COURS DES SEANCES DE TRAVAIL PAR LA
COMMISSION D'ETUDE SUR LA REORGANISATION DE L'ECOLE DE POLICE
SUITE A LA LETTRE N° 166/INSP/G/31 DU 25.11.1964 DE MONSIEUR
L'INSPECTEUR GENERAL DE POLICE DU GOUVERNEMENT CENTRAL.-

CHAPITRE I

DE LA SECTION DES RECRUES

1.- DU RECRUTEMENT.-

Nul ne peut être engagé en qualité d'élève policier s'il ne réunit pas les conditions suivantes :

- 1.- Etre ressortissant de la République Démocratique du Congo;
- 2.- Etre de conduite irréprochable et fournir un extrait de casier judiciaire vierge et un certificat de vie et bonne mœurs.
- 3.- Etre célibataire ou monogame; l'élève marié ne peut se faire accompagner de sa famille pendant la durée des cours à l'Ecole de Police du Gouvernement Central
- 4.- Etre reconnu apte physiquement par un médecin de la République Démocratique du Congo, agréé par le Gouvernement et commissionné pour la Police
- 5.- Etre porteur d'un certificat d'au moins 6 années d'études primaires;
- 6.- Avoir une taille de 1,65 m minimum
- 7.- Etre âgé de 18 à 30 ans (35 ans pour les anciens militaires)
- 8.- Satisfaire à un concours d'admission et être classé parmi l'effectif fixé: concours physique, écrit (dictée calcul), oral une conversation devant un jury

2.- DE LA DUREE DES COURS.-

La durée des cours est fixée à 9 mois.-

3.- DES MATIERES :

A) Education physique : Gymnastique de base.

- 1.- Self-défense
- 2.- Embarquement et débarquement
- 3.- Cross

B) Exercices et évolutions :

- 1.- Sans armes : mouvements sur place - différents pas - alignement - mouvement en marchant - ouvrir et serrer les rangs - changer de direction
- 2.- Avec armes : fusil mauser - maniement - charger et feu - mouvement sur place - salut en marchant.-

C) Maintien de l'Ordre.

- 1.- Ecole de section et école spéciale de section (marche - rupture - déploiement)
- 2.- Ecole de peloton et école spéciale de peloton (mouvement sur place et en marchant - alignement - changement de formation, de direction, - service d'honneur et défilé.
- 3.- Ecole de brigade
- 4.- Escrime à la baïonnette : déploiements et parade.

Note : Les élèves n'apprennent pas la théorie; l'instructeur se bornera à donner quelques explications sur place.-

D) DROIT PENAL (Livre I et II

a) Livre I (Des infractions en général)

- 1.- De l'infraction en général (définition)
- 2.- Ses éléments constitutifs
- 3.- Des peines (définitions et sortes)
- 4.- De la complicité.

Note : Il s'agit de donner des définitions, pas trop de détails.

b) Livre II (Des infractions et de leur répression)

1.- Des infractions contre la chose publique.

- Sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.
- Des attentats contre la sûreté de l'Etat.
- Des complots.
- Des mouvements insurrectionnels
- Des pillages et sabotages.

2.- Des infractions contre les personnes.

- Coups et blessures volontaires et involontaires (définitions et éléments constitutifs)
- Voies de faits et violences légères (définitions et éléments constitutifs)
- Homicide volontaire et involontaire;
- Meurtre et assassinat - Menaces - Des attentats aux mœurs, à la pudeur
- Outrage public aux bonnes mœurs - Viol - Excitation - Enlèvement et
- recel des mineurs - Faux témoignage - Révélation du secret professionnel

3.- Des infractions contre les Propriétés.

- Vol - Vol simple - Vol qualifié - Escroquerie - Abus de confiance -
- Extorsion - Destruction volontaire de bien d'autrui - Cel frauduleux -
- Corruption.-

E) Notions de Procédure pénale.

- Action publique et civile - la Police judiciaire - Son rôle - Différence entre la Police judiciaire et la Police administrative - Police répressive - Police préventive - La recherche de l'infraction - Les magistrats chargés de poursuivre les infractions - Les O.P.J. - Rôle des O.P.J. - Le Ministère public - Le flagrant délit - Les magistrats chargés de juger - Les différents tribunaux - L'enquête de police - Transport sur les lieux - Constatation de l'infraction - Rôle de l'agent de police face à une infraction grave - Conservation des preuves et indices de l'infraction - Façon de se saisir de l'auteur d'infraction - Arrestations façon d'opérer - fouille à corps - Les perquisitions - leur but et leur objet - les procès-verbaux des O.P.J. - Les rapports des agents de police en justice - Les mandats de justice qui peuvent être exécutés par les agents de police.

F) DE L'ORGANISATION

1) JUDICIAIRE

- Juridiction et tribunaux - siège - composition - compétence vis-à-vis des personnes - compétence territoriale - Des officiers de Police judiciaire - nomenclature - compétence - droits et devoirs.

2) ADMINISTRATIVE.-

- Organisation administrative de la République Démocratique du Congo - Echelon Central - Province - Institutions des villes - territoires - chefferies et secteurs - Structure de la République Démocratique du Congo.-

D) DES LOIS SPECIALES.-

- Ivresse publique - Jeux de hasard - feux de brousse - chamvre à fumer - tapage - désordre sur la voie publique - arrestation par mesure administrative - protection des animaux - divagation des animaux - mauvais traitements - destruction et dégradations - assistance en cas de calamité - poids et mesures - affiches des prix - achalandage - troc - foires et marchés - vagabondage et mendicité

Note : Tout le cours de droit doit se donner succinctement, des simples définitions et un peu de détails explicatifs.

E) CODE DE LA ROUTE

- Règlement de la police du roulage en entier - Accident de roulage (conduite - tenir dans un accident de roulage) - Directives sur la Police de circulation

Note : Donner une connaissance plutôt pratique que théorique.

F) BES SERVICES ORDINAIRES ET SPECIAUX.

- Directives sur les services ordinaires - Technique de l'arrestation - fouille des individus arrêtés - Définition de tournée, patrouille. comment exécuter une tournée, une patrouille.

.../..

G) DE L'INFORMATION :

- Nécessité de s'informer et de rendre compte - Comment s'informer.

H) DES REGLEMENTS;

- Règlement de discipline - règlement intérieur - Statut du personnel du corps de la Police Nationale - L'organisation de la Police du Corgo (les grandes lignes) - Différents services de police.-

I) DE L'ARMEMENT.-

1.- FUSIL (MAUSER)

- Les caractéristiques - nomenclature - démontage et remontage - fonctionnement - entretien - précaution à prendre - principe de tir : pointage - Tir réduit - tir réel (éventuellement : baïonnette : entretien.

- 2.- Pistolet 7,65 m G.P) en usage à la police - Nomenclature - entretien et fonctionnement - mesures de précaution - Grenade lacrymogène : fonctionnement - lancement - précautions à prendre.

J) DE L'HYGIENE ET SECOURISME.-

- Hygiène individuelle - corporelle - de l'habitation - hygiène collective (cantonnement des maladies contagieuses - des maladies vénériennes - les eaux - les latrines - les immondices - Soins d'urgence en cas d'accident - contusion - plaies - brûlures - insolation - coups de chaleur - transport des blessés et malades - entorses - foulures - fractures - noyages - asphyxies - respiration artificielle - (Pratique - pansements.)

K) DE LA CULTURE GENERALE

- Français - Arithmétique - Histoire - Géographie.-

L) DE L'EDUCATION MORALE.-

- Correction de la tenue - propreté corporelle et vestimentaire - attitude - maintien langage - politesse - courtoisie dans les relations avec les autorités, avec la population - respect de la liberté individuelle - solidarité - esprit de corps.

M) DES CAUSERIES MORALES.-

- (Choix mensuels sur prescription du Directeur de l'Ecole.-

CHAPITRE II

SECTION DES CANDIDATS GRADES.-

I.- Des conditions d'admission.-

- Etre agent de police (il n'est pas admis des civils à cette section) à la Police du Gouvernement Central
- Etre revêtu du grade d'agent de Police Principal au moment de l'admission
- Etre côté " Elite " la dernière fois ou " Très Bon " les deux dernières fois
- Etre recommandé par son Chef de détachement.
- Satisfaire à un concours d'admission portant sur les matières policières vues à la section des recrues.
- Le candidat marié ne peut résider à l'école avec sa famille pendant la durée des cours.

II.- De la Durée des cours.-

La durée des cours est fixée à 6 mois.-

III.- Du Programme.-

Le programme est le même que celui de la section des recrues, mais il doit être approfondi, détaillé; la théorie sur le drill et le maintien de l'ordre doit déjà être donnée.-

CHAPITRE III.-

SECTION DES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE.-

I.- Du recrutement (conditions)

Nul ne peut être admis à suivre les cours d'officiers de police judiciaire s'il ne réunit pas les conditions suivantes :

- 1.- Etre ressortissant de la République Démocratique du Congo
- 2.- Etre de conduite irréprochable et fournir un extrait de casier judiciaire et un certificat de vie et bonne moeurs.
- 3.- Etre célibataire ou marié monogame; le candidat marié ne peut résider avec sa famille à l'Ecole pendant la durée des cours.
- 4.- Etre reconnu apte physiquement par un Médecin de la République Démocratique du Congo et commissionné pour la Police.
- 5.- Avoir fait au moins les humanités complètes (6ans post-primaires).
- 6.- Etre âgé de 21 ans à 30 ans (excepté pour les agents de police déjà en service)
- 7.- Satisfaire aux épreuves physiques éliminatoires avant de passer les épreuves écrites.
- 8.- Avoir une taille de 1,65 m minimum.
- 9.- Satisfaire à un concours d'admission écrit et oral, comportant sur : une dissertation sur un thème de culture générale, mathématiques, géographie, histoire.

Pour être admis à la section des Officiers de Police Judiciaire, les agents de police en service doivent réunir les conditions suivantes :

- 1.- Etre revêtu d'un grade de la 4^e catégorie (Brigadier, ou Brigadier principal ou Brigadier-Chef) et avoir fait 3 ans au moins dans cette catégorie.
- 2.- Etre coté "Elite" la dernière fois ou " Très Bon " les deux dernières fois.
- 3.- Etre envoyé à l'examen par son Chef de Police.-

II.- Du Programme.-

- I.- 1.- Drill : tout le drill donné à la section des recrues auquel s'ajoute la théorie. Ce cours sera intensifié pendant les 6 premiers mois et ira en diminuant les 6 derniers mois.-
- 2.- Maintien de l'Ordre : Théorie et Pratique à fond.-
 - 3.- Education Physique et Sport collectifs

II.- De l'Armement et du tir (Théorie et Pratique)

1) Armement

Description d'une arme à feu - La cartouche - Principe de fonctionnement d'une arme à feu - Démontage et remontage des armes - Entretien - Données générales concernant les revolvers et mitraillettes - Les grenades - Les grenades offensives - Les grenades lacrymogènes - Lancement des grenades Séances de tirs au pistolet et mitraillette.

2) Education Physique et Self-défense

Entraînement physique - Footing - Parcours en pleine nature - Sports individuels : course à pied, saut en hauteur, saut en longueur, lancer du poids, lancer de la grenade - Self-défense - posture défense - étude des coups utilitaires (poings - main, coudes, genoux - pieds) Parades et ripostes à ces coups, face, côté, arrière - Défense contre un adversaire armé : d'un couteau, d'un pistolet, d'un pistolet-mitrailleur - Coups de crosse et pistolet.

3) Sports collectifs.-

Foot-ball -volley-ball - Hand-ball etc... L'entraînement comprend des séances d'initiation, des jeux et des matches.

III.-

DE LA POLICE EN GENERAL

Historique de la Police - Nécessité d'une police dans toute Société organisée - Définition du mot Police - La police administrative ou préventive - La police judiciaire ou répressive - Attributions respectives - Organisation de la Police dans la République Démocratique du Congo - L'Inspection Générale - La police

Nationale des grandes villes - Les diverses Brigades spécialisées, Recherches, mineurs, roulage, mines etc..... Le Commandement : Le Chef - La fonction de commandement - Les qualités du Chef - Les moyens de commandement - La hiérarchie policière - Organisation d'un Commissariat de Police - Le Commissariat en Chef - Le Commissariat - Personnel : Locaux - Organisation - Attributions et compétences - Le gradé Chef de poste : arrestations, fouilles - Tenues des registres - Délivrance de certains documents - Les rapports.-

IV.- DE LA POLICE DE LA VOIE PUBLIQUE ET DES LIEUX PUBLICS, (MISE EN APPLICATION DES LOIS SPECIALES).-

A.- Le Bon ordre et la Tranquillité Publique.-

L'occupation de la Voie Publique :

- Dépôts d'objets et de matériaux
- Exercice de certaines professions : Etalages - Terrasses - Marchands Ambulants - Prostituées - Jeux de hasard - Loteries - Colportage - publicité.-

Les lieux Publics.-

- Les salles de spectacle
- Les débits de boissons et l'ivresse
- Les stades
- Les marchés - affichage.-

Les Bruits et Tapages.-

- Bruits dus à la circulation des véhicules
- Bruits dus à l'exercice d'un commerce ou d'une profession
- Bruits dus à l'homme.-

B.- De la Salubrité Publique

Propreté et Hygiène de la Voie Publique.-

- Nettoyement - Balayage - Ordures ménagères - jets ou exposition d'engins dangereux ou insalubres.-

Salubrité et fidélité du débit des marchandises.-

- Vente du pain, de la viande - des légumes verts.-

V.- DE LA CIRCULATION ROUTIERE.-

1.- Le Code de la Route.- Etude du Code de la Route Congolais.

2.- La Circulation sur la Voie Publique.-

- Rôle et consigne du personnel affecté aux Brigades de circulation - La signalisation réglementaire : feux et à bras - Contrôles et Barrages - Point fixe Va et Vient - rondes - patrouilles à la circulation - Manière d'interpeller un contrevenant - l'Agent de la Circulation - Les parcs à voitures (parkings)

Les Accidents de la Circulation.-

- Accidents matériels
- Accidents avec blessé
- Accidents mortels
- Conduite à tenir
- Constatations - Constat d'accident
- Le délit de fuite. La responsabilité pénale et civile de non auteur
- Etablissement et transmission des P.V. d'accidents.-

DROIT CONSTITUTIONNEL.-(notions sommaires)

- Le pouvoir politique
- L'Etat
- Le pouvoir politique dans l'Etat
- Les conditions d'existence de l'Etat
- Le territoire
- Le rôle du territoire
- Les formes d'Etats
- L'Etat Unitaire
- L'Etat fédéral
- L'Etat confédéral
- La constitution - Définition - formes des constitutions - raison d'existence d'une constitution.
- La constitution de la République Démocratique du Congo
- Les régimes politiques - régime parlementaire - régime néo-parlementaire - régime présidentiel.
- La répartition des pouvoirs.-

DROIT CIVIL (Notions sommaires)

- Définition du droit civil
- L'homme social
- Des personnes
- Définition d'une personne
- Classifications des personnes
- Domicile
- Des biens
- Des propriétés
- Classification des biens
- Les obligations conventionnelles
- La convention et le contrat
- Des contrats
- Conditions de validité des contrats
- Du contrat de vente
- Extinction des obligations

DROIT COMMERCIAL.-

- Introduction
- Différence entre le droit civil et le droit commercial
- Du commerçant
- Actes de commerce
- Capacité juridique
- Des sociétés commerciales
- Du registre de commerce
- Des livres de commerce
- La lettre de change
- Du billet à ordre
- Du chèque
- Les sociétés

N.B.: Ne donner que des définitions et un peu d'explication.-

DROIT ADMINISTRATIF.-

Quelques notions préliminaires et sommaires du droit administratif.-

DU DROIT PENAL

I.- Des infractions en général et de leurs éléments constitutifs :

Définition : - Importance - intérêt - place du Droit Pénal dans le Droit - Ses rapports avec d'autres disciplines - Historique rapide du Droit Pénal

L'Infraction : Définition de l'Infraction - ses éléments constitutifs - Comparaison de l'infraction avec la faute de discipline et délit civil.-

La tentative : Différence entre le délit tenté et le délit consommé.-

Classification des infractions : Intérêt de la distinction.-

Le délinquant.-

La responsabilité pénale : Les causes de non-culpabilité ; la demence, la contrainte.-

Les faits justificatifs : l'ordre de la loi - le commandement de l'Autorité légitime - La légitime défense - l'état de nécessité - Le consentement de la victime.-

La complicité et le recel.-

La peine : Fonctions - caractères - La peine et les mesures de sureté - Classification des peines.-

Etude des peines

Peine corporelle : la peine de mort

Peines privatives de liberté

Peines restrictives de liberté

Peines pécuniaires

Exécution des peines

Peines privatives de droits

Peines diverses : fermeture, confiscation, retrait.

Publicité des peines.

Causes d'atténuation des peines : Excuses absolutoires - excuses atténuantes
circonstances atténuantes.

Causes d'aggravation des peines : Les circonstances aggravantes.

Causes de suspension de la peine : La sursis.

Causes de suspension de l'exécution de la peine : La libération conditionnelle.-

Causes d'extinction de la peine : décès - exécution - grâce - prescription.-

Causes d'effacement de la condamnation : amnistie - la réhabilitation.-

II.- Etude des infractions en particulier et de leur répression.

1.- Des infractions contre les personnes.-

Homicide volontaire - le meurtre - l'assassinat - l'empoisonnement -
le duel - coups et blessures volontaires - involontaire - les menaces -
la diffamation - l'injure - épreuve superstitieuse et barbare.-

2.- Des infractions contre les propriétés.-

Vol simple - vol qualifié - vol à la tire - grivèlerie - esroquerie -
abus de confiance - recel - violation de domicile - chèque sans provision,
tromperie, incendie - destruction de construction, machines, tombeaux,
monuments, arbres, récoltes d'animaux, - enlèvement ou déplacement de
bornes.-

3.- Infractions contre la foi publique.-

Contrefaçon - falsification et imitation des signes monétaires contrefaçon,
falsification des sceaux - timbres poinçons - port illégal de décoration
faux témoignage et faux serment - faux en écriture.-

4.- Infractions contre l'ordre public.-

Rebellion - outrage - bris de scelles - entraves à l'exécution de travaux
publics - atteinte à la liberté du commerce et de la navigation -
détournement et concussions commis par des fonctionnaires publics -
corruption des fonctionnaires publics - infraction en matière de transport
d'objet postaux - des infractions tendant à empêcher la preuve de l'Etat
civil - fausse déclaration devant les officiers de l'Etat civil.-

5.- Infractions contre la sécurité publique.-

Association formée dans le but d'attenter aux personnes et aux propriétés
menace - évasion de détenus.-

6.- Infractions contre l'ordre des familles:-

De l'avortement - attentat à la pudeur et du viol - attentats aux moeurs
et des outrages.-

7.- Attentements aux droits garantis aux particuliers.-

Liberté des cultes.-

8.- Atteintes à la Sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat

Trahison - espionnage - intelligence avec l'ennemi - attentats - complots
pillage - bandes armées - sabotages - divulgation et livraison de renseignements intéressant la vie nationale.

PROCEDURE PENALE.-

Définition - La répression des infractions - La Police judiciaire - Organisation des Services de Police Judiciaire.-

Les Officiers de Police Judiciaire.-

Attributions judiciaires conférés aux Officiers de Police Judiciaire - Amendes transactionnelles - Contrôle et surveillance des O.P.J. - Responsabilité des O.P.J.
Le Procureur Général - Le Procureur d'Etat - Les O.P.J.

Les Agents de la Police Judiciaire.-

Définition - Attribution - Contrôle et surveillance.-

Les Fonctionnaires et Agents chargés de certaines fonctions de Police Judiciaire.-

Définition - Attributions spéciales - Contrôle et surveillance.-

La Poursuite.-

L'action publique - Mise en route de l'action publique - Différence entre l'action publique et l'action civile - Les trois modes classiques de la procédure pénale policière.-

a) Infractions flagrantes.-

Définition de la flagrante - Généralités - Justification - Cas assimilé - la réquisition du Chef de maison - Ces particuliers : la découverte d'un cadavre - Caractère de la procédure de flagrance - Caractère légal - Caractère urgent.

Domaine d'application de la procédure de flagrance :

- quant aux infractions

- quant aux personnes

Les Autorités chargées de la procédure de flagrance :

- Procureur d'Etat

- O.P.J.

Les actes procéduraux de l'enquête de flagrant délit :

1.- Le transport sur les lieux

2.- Les constatations

3.- Les auditions

4.- Les perquisitions et saisies

5.- Les arrestations

Les nullités en matière de procédure de flagrant délit.-

Le déclenchement de l'enquête.

Historique - Définition - Législation - Nature et caractère; Similitude avec l'enquête officieuse - Les Autorités chargées de la procédure d'enquête préliminaire - Rôle du Procureur Général - Rôle du Procureur d'Etat - Rôle des

Officiers de Police Judiciaire - Rôle de la Police judiciaire -

Les actes de la Procédure en matière d'enquête préliminaire :

1.- Les constatations

2.- Les auditions

3.- Les vérifications, perquisition, saisie, fouille

4.- Les arrestations

5.- Les expertises

Les effets de l'enquête préliminaire - Nullités et sanctions.-

La Commission Rogatoire (Réquisition d'Information.)

Définition - Importance de la R.I. sur le plan policier - Nature et caractère - Légimité - Solennité - Formalisme - Domaine d'application

1.- Les Autorités et juridictions habilitées à délivrer une Réquisition d'Information.

2.- Les Autorités chargées d'exécuter les R.I.

3.- Le contenu d'une Réquisition d'information

4.- Les actes procéduraux de l'enquête sur Réquisition d'information.-

Les constatations

Les auditions

Les perquisitions et saisies

Les expertises

Les arrestations

Nullités et sanctions.-

1 or 2 hours
a week

L'Instruction préparatoire par Officier du Ministère Public

Généralités
La réquisition d'information
Les mandats de justice.-

Le Jugement.-

Les Tribunaux et compétence
Rôle du Ministère Public.-

POLICE SCIENTIFIQUE

I.- L'identification

Le service de l'identité judiciaire
Différentes méthodes d'identification d'un individu
Les mensurations
La dactyloscopie
La photocopie
La photographie
Les sommiers judiciaires

II.- Les archives de Police

- Divers modes de classement des archives
- Archives administratives et archives judiciaires
- Les diffusions
- Tenue d'un fichier de commissariat de Police
- Le fichier central

III.- La médecine légale.-

- Rôle de la médecine légale dans la recherche judiciaire
- Les domaines de la médecine légale
- L'étude des ~~textes~~.-
- Les examens criminologiques
- L'homicide
- Les états passionnels
- Les incendiaires
- Les fugues et le vagabondage
- L'avortement criminel
- Les asphyxies mécaniques
- La submersion
- Les intoxications
- La mort médico-légale.-

IV.- La Balistique.-

- Principe d'identification des balles et des douilles.
- Examens de l'arme
- Trace de poudre sur les vêtements
- Appréciation de la distance de tir.

V.- Les incendies.-

- Les incendies criminels : Le court-circuit - L'arc électrique - l'électricité statique - l'électricité atmosphérique.
- Les sabotages
- Les explosions physiques
- Les explosions chimiques
- Produits provoquant des explosions diffuses
- Les différentes sortes de mise à feu
- Les divers genres de sabotage.-

VI.- Les traces d'outils.-

- Dans le cas d'un homicide
- Les traces dans un délit de fuite
- Le "forçage" des coffres.

VII.- Pendaison.-

- Enquête : l'endroit, le premier témoin, le point d'attache, le noeud, le lien traces de lutte, temps précédant la mort, comportement, camouflage, accident.

DU SECOURISME.-

1.- COURS THEORIQUES

Conseils généraux

- Conduite à tenir en présence d'un accidenté.
- Transport d'un blessé
- Evacuation de victimes d'accidents
- Les différentes causes des blessures : syncope, choc, crise de nerf, épilepsi, hystérie, ivresse.
- Plaies, soins, hémorragies, hémotases.
- Les lésions de l'appareil locomoteur - articulation - os.
- Affection de l'appareil digestif
- Les asphyxies.

2.- COURS PRATIQUES.-

- Relèvement des blessés
- Immobilisation des luxations et fractures (écharpes, attelles).
- Les points de compression. Pansement compressif. Garrot.
- Méthodes manuelles de respiration artificielle
- Méthode dite " de bouche à bouche."

DE LA POLICE DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX

I.- Notions fondamentales.-

- Généralités
- Domaine
- Organisation
- Sources
- Les réunions publiques
- Les manifestations
- Les informations
- L'enquête (comment recueillir une information)

II.- La Transmission des renseignements (informations)

- Comment transmettre une information
- Notice de renseignements généraux
- Les notes d'information
- Exercices pratiques

III.- La Police des frontières et de l'air.-

- Généralités
- Les Etrangers : entrée - séjour - circulation - contrôle - cautionnement.
- La sortie des nationaux
- Les titres de voyage
- La Police de la Navigation aérienne
- La Police de la Navigation Maritime
- Organisation et moyens de la Police des Frontières
- Exercices pratiques.-

L'EDUCATION CIVIQUE ET PROFESSIONNELLE DU FONCTIONNAIRE DE POLICE

Education civique du fonctionnaire de Police.-

Ce cours a pour but de donner aux fonctionnaires de Police, la notion de l'Etat dont ils font partie en tant que citoyen et le sens de la fonction qu'ils exercent en tant que serviteur de cet Etat et fonctionnaires d'Autorité.-

L'Etat.-

Définition de l'Etat
La collectivité Nationale
Les responsabilités Nationales de chaque citoyen.

Le territoire Nationale
L'emblème Nationale
La Loi pour tous.

L'organisation de l'Etat
Le pouvoir législatif, Fait les lois
Le pouvoir exécutif. Fait exécuter les lois.
Le pouvoir judiciaire. Sanctionne le manquement à la loi.

L'organisation de chacun de ces pouvoirs et leurs rapports entre eux font l'objet du cours de Droit Constitutionnel.-

Education Professionnelle du fonctionnaire de Police.-

Droits et devoirs des fonctionnaires de Police.
Règles morales; la probité
la conscience professionnelle.
Règles professionnelles :
l'uniforme
La tenue
Attitudes du fonctionnaire de police :
Envers ses supérieurs hiérarchiques
Envers le public
Envers la foule (service d'ordre)
l'interpellation du public
Qualités particulières du Chef de police.-

LE MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

1.- But du Maintien de l'Ordre Public

- Nécessité d'une organisation d'un service d'ordre
- Facteurs essentiels à tout service d'ordre :
 - Le terrain
 - La Foule
 - Les Forces de l'Ordre.

II.- Les Techniques en matière de Maintien de l'Ordre Public

- Les manoeuvres sur la voie publique. Mise en place des principaux dispositifs.-
 - Les dispositifs fixes
 - Les dispositifs mobiles.

III.- Etude de cas concrets et mise en pratique.-

- | | |
|--------------|---|
| Thème n°1.- | Défilé - cortège. |
| Thème n°2.- | Canalisation d'un cortège autorisé |
| Thème n°3.- | Reception Officielle |
| Thème n°4.- | Manifestation sportive |
| Thème n°5.- | Evacuation d'une salle de réunion |
| Thème n°6.- | Réunion ou manifestation interdite |
| Thème n°7.- | Inauguration d'une exposition ou autre |
| Thème n°8.- | Service d'ordre à l'occasion d'un incendie |
| Thème n°9.- | Dégagement des rues et places |
| Thème n°10.- | Période électorale. Journées des élections. |
| Thème n°11.- |) |
| Thème n°12 |) Bouclage d'un quartier, d'une commune. Patrouilles
Barrages. |

- Etudes pratiques sur le terrain - Mise en place d'un service d'ordre par les élèves. Critiques en salle de l'opération.-

IV.- Surveillance des lieux publics

- Salles de spectacles
- Réunions sportives
- Marchés et Foires.-

V.- Etude d'un plan d'ensemble.-

L'ENQUETE POLICIERE.-

L'Enquête Policière.-

Etude pratique des actes procéduraux afférentes aux trois modes de saisine de la police judiciaire.-

La Procédure écrite policière.-

Articulation de la procédure écrite
La rédaction des divers Procès-verbaux
Le Procès-verbal sa forme probante
Le Procès-verbal sa forme matérielle.-

- P.V. de plainte et dénonciation
- P.V. de constat
- P.V. d'audition
- P.V. de perquisition
- P.V. d'arrestation
- P.V. ou mention de garde à vue.

Analyse particulière de certains actes procéduraux qui entrent dans le cadre des modes d'opérer :

- La garde à vue
- Le respect des heures légales
- Les fouilles à corps
- Les réquisitions à expert ou à manouvrier
- Les saisies.

Manière de procéder.-

La découverte de l'Infraction.- La constatation de l'infraction flagrante. La découverte de l'infraction à posteriori (la découverte direct par la police, dite sur initiative. Les plaintes et dénonciations - le renseignement officieux. La surveillance du milieu (les indicateurs). La collaboration qui doit présider aux rapports des divers services de police concourant à l'exercice de la police judiciaire.

La preuve en matière pénale. La charge de la preuve. Le principe de l'intime conviction. La "légalité" des preuves. Les preuves habituellement produites devant la juridiction pénale. L'aveu, la preuve testimoniale, la preuve matérielle et l'expertise.-

Les divers indices matériels et le parti susceptible d'en être tiré.
Les empreintes laissées par le corps humain, ou les vêtements qui le recouvrent : les empreintes digitales, palmaires, plantaires. Les traces de dents ou d'ongles, les résidus découverts sous les ongles, les empreintes labiales, les empreintes du visage, les traces de foulage d'un lit, les traces de chaussures etc...etc...

Les indices d'origine biologique (sang, sperme, poils, cheveux).
Les traces de désordre.-

Exécution des mandats de justice.
Développement de plusieurs thèmes de procédure écrite au choix de l'instructeur. Enquête flagrant délit. Préliminaire sur C.R.
Confection des scellés.-

LES RAPPORTS DE POLICE.-

I.- Préparation à la rédaction des rapports et à la Procédure.-

- Révision des règles de composition.
- Sujets types de rédaction
- La correspondance Administrative et Privée.

Cette manière enseignée a pour but de perfectionner les connaissances générales des élèves en rappelant les règles essentielles de la grammaire et de la composition.-

II.- Les Rapports de Police.-

- a) La rédaction des rapports
- b) Modèles et exercices
 - Rapports d'intervention
 - Rapports d'accident
 - Rapports d'enquête
 - Rapports administratif.-

c) Comment rendre compte à un supérieur hiérarchique.-

DE LA CULTURE GENERALE.-

- Les grandes puissances mondiales
- Les Doctrines : Economiques
 - Libre échangeisme
 - Protectionisme
- Politiques
 - Libéralisme
 - Socialisme
 - Communisme
-
- La vie économique du pays
- Rôle de la Police dans une société économique
- Les partis politiques
- Les élections
- Les syndicats
- Les conflits sociaux
- Les groupes sociaux
- Les groupes de pression
- Les mouvements religieux
- La presse
- Les organismes et institutions internationaux.-

DISPOSITIONS GENERALES POUR TOUTES

LES SECTIONS.-

I.- DES EXAMENS.-

a) Examens mensuels et trimestriels.

- 1.- Il est prévu un examen mensuel et trimestriel. L'examen mensuel porte sur les matières vues pendant le mois et l'examen trimestriel sur l'ensemble des matières vues pendant le trimestre;
le 2° et 3° trimestres, de même que fin de session, sur les matières vues depuis le début de la session.
- 2.- Cote d'exclusion : l'élève qui n'obtient pas plus de 6/20 des points chaque trimestre est exclu d'office.
L'élève qui obtient de 6,1 à 10/20 de points, son cas sera examiné par un conseil des instructeurs. Le conseil examinera si l'élève s'applique pendant les cours et comment il se comporte. Le conseil décidera s'il faut exclure l'élève ou le maintenir.

b) EXAMENS DE SORTIE.-

- 1.- Les élèves subissent un examen de sortie portant sur :
 - l'ensemble de matières vues pendant la durée de la session.
 - Certaines matières sont faites par écrit, d'autres oralement devant un jury composé de : 2 délégués de l'Inspection Général
 - 1 délégué du Parquet
 - 2 délégués de l'Ecole (Direction)
 - 1 instructeur
 - 1 délégué de la Fonction publique.
- 2.- Cote de coefficient est de 12/20 de points dans les branches principales droit pénal - organisation judiciaire - Procédure Pénale.
- 3.- La réussite de cet examen entraîne la délivrance d'un brevet d'agent de police pour les recrues, de gradé pour les candidats gradés, d'officier Adjoint pour les candidats officiers.
- 4.- En cas d'échec, l'élève peut se représenter à l'examen sur l'entièreté des matières. Jusqu'au moment où il se représente à l'examen, l'élève échoué n'est plus sous la responsabilité de la Direction de l'Ecole et ne peut être payé par celle-ci.-

II.- DES CONDITIONS SOCIALES.-

1.- Du salaires et allocations familiales

- a) Un traitement annuel de 50.000 frs est alloué à l'élève policier, et au Candidat Officier de police Adjoint. Cependant, l'élève étant nourri il ne touchera que 2.500 frs et le restant, soit 1.666 frs, sera retenu d'office pour son ménage.-
- b) L'élève marié bénéficie des allocations familiales prévues par le décret-loi du 13.10.1964.-
- c) Le logement est gratuit et obligatoire dans l'enceinte du camp de l'Ecole.-
- d) Les agents de police en service conservent au point de vue traitement leurs droits acquis.-

III.- DU RENVOI.-

- Pour la section recrue et candidat gradé le renvoi est prononcé directement par le Commandant de l'Ecole.-
 - Tandis que pour la section supérieure, le renvoi est proposé par le Commandant de l'Ecole et entériné par l'Inspecteur Général, autorité supérieure de l'Ecole.
 - L'élève renvoyé n'a droit à aucun certificat ni attestation.-
 - Le rapatriement de l'élève renvoyé est à charge de l'Ecole.-
Toutefois, l'élève qui se serait fait rejoindre par sa famille ne peut prétendre au paiement des frais de retour pour ladite famille.-
 - L'équipement reçu à l'Ecole doit être restitué lors du renvoi de l'élève. Au cas où une partie de l'équipement serait détérioré volontairement, une retenue sera opérée sur le reliquat du compte de l'élève.-
-

ORGANISATION JUDICIAIRE.-

I.- Préliminaire.

II.- DU PERSONNEL JUDICIAIRE.-

- Les magistrats de carrière
- Les juges de police non magistrats de carrière
- Les magistrats auxiliaires
- Les officiers de police judiciaire
- Les agents de la Police judiciaire des Parquets
- Les agents de l'ordre judiciaire.-

III.- DU MINISTERE PUBLIC

- Caractéristiques générales
- Caractéristiques en tant que corps hiérarchique
- Missions du ministère Public.

IV.- DES JURIDICTIONS REPRESSIVES.-

- Généralités
- Personnes composant un tribunal répressif
 - les juges
 - les greffiers
 - le ministère public.

V.- ORGANISATION ET COMPETENCE DES TRIBUNAUX

- 1.- Généralités
- 2.- Des juridictions coutumières
- 3.- De la compétence des tribunaux coutumiers

VI.- LES JURIDICTIONS DU DROIT ECRIT.-

- a) Tribunaux de Police
 - 1.- Nombre, siège, ressort
 - 2.- Composition
 - 3.- Compétence
- b) Le Conseil de Guerre.-
 - 1.- Nombre, siège, ressort
 - 2.- Composition
 - 3.- Compétence
- c) La Cour militaire.-
 - 1.- Nombre, siège, ressort
 - 2.- Composition
 - 3.- Compétence.-

VII.- LES JURIDICTIONS MIXTES

- a) Le Tribunal de District
 - 1.- Nombre, siège, ressort
 - 2.- Composition
 - 3.- Compétence
- b) Le Tribunal de 1^o instance.-
 - 1.- Nombre, siège, ressort
 - 2.- Composition
 - 3.- Compétence
- c) La Cour d'appel
 - 1.- Nombre, siège, ressort
 - 2.- Composition
 - 3.- Division
 - 4.- Compétence

d) La Cour suprême de justice.

- 1.- Sections
- 2.- Compétence

VIII.- LA COUR CONSTITUTIONNEL

- Composition
- Compétence

IX.- DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE.-

- Composition
- Compétence

CHAPITRE IV.-

DE LA SECTION DE SPECIALISATION.-

Il peut être ouvert une section de spécialisation pour certaines matières, notamment : balistique, dactyloscopie, etc...

Seuls du personnel déjà en service peuvent y avoir accès.-

1.- CONDITIONS:

- Pour pouvoir suivre les cours de la section de spécialisation, il faut :
 - a) être en service dans un corps de police de la République Démocratique du Congo;
 - b) avoir un grade d'officier de police adjoint au moins;
 - c) faire l'objet d'un rapport de recommandation du Chef de la Police de qui dépend l'intéressé.-

2.- DU PROGRAMME.-

Il n'est pas établi un programme pour la section de spécialisation. Tout dépendra des cours faisant l'objet de la session.-

3.- DE LA DUREE DE LA SESSION.-

Tout comme le programme, la durée de la section de spécialisation variera suivant les cours faisant l'objet de la session.-

4.- CONDITIONS SOCIALES.-

- Contrairement aux conditions prévues pour les sections des recrues, candidats gradés et candidats officiers de police adjoints, le candidat de la section de spécialisation ne peut être nourri et logé par l'Ecole. Il bénéficie de ses droits acquis antérieurement et des autres avantages lui reconnus par le statut qui le régit. Les déplacements pour aller à l'Ecole et en revenir sont supportés par la Direction de la Police qui l'envoie aux cours.-

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES
NEW YORK

NEW YORK

14013 400-4246 2-NATIDIGS NEWTON 4-8-88C 11-12-88P-0000

Gi
bag

80-01 (1)

ACG/ba

LN/331/65

17 March 1965

To: Mr. W.H. Miller, Programme Officer in Charge Democratic Republic of Congo Unit, B.T.A.O.

From: A.C. Gilpin, Deputy Resident Representative

Subject: Police Instructor Candidates

Please refer to your memorandum of 11 March.

I am glad to note that you are in agreement with our proposal to convert posts A-69 and B-69 into additional instructor posts.

I note what you say about the generally higher qualifications possessed by Macoun and Robertson, and I am rather confident that these higher qualifications will be reflected in the assignment of greater responsibilities, without any need to spell these out at the present time. The school is something of a miracle of international cooperation functioning effectively in the most unlikely circumstances. In this situation, I think that the best we can do is provide instructors and leave their specific assignments to the decision of the Congolese Director, who is assisted by an advisory group consisting of a number of the experts of various nationalities. This arrangement is working quite well and will, I hope, continue to do so.

cc: Mr. Cacouris

Registry

ACG/mtb

~~T-280~~

80-01

CONFIDENTIEL

Monsieur Louis Pontal, Ecole de Police
Léopoldville
A.C. Gilpin, Représentant résident adjoint
Conférence sur l'assistance technique des Nations Unies au Congo

13 mars 1965

J'ai discuté avec M. Osorio-Tafall de votre suggestion concernant le caractère désirable de la préparation d'une conférence à l'Ecole de Police sur le sujet de l'assistance technique des Nations Unies au Congo.

M. Osorio-Tafall considère ceci comme une excellente idée et sera heureux de faire une causerie sur ce sujet aux stagiaires et au personnel de l'Ecole, vers la seconde moitié du mois d'avril.

Puis-je vous suggérer de me contacter vers cette époque afin de préparer une invitation officielle à adresser à M. Osorio-Tafall par le Directeur de l'Ecole.

cc : Mr. B.F. Osorio-Tafall

A R R E T E N° 144/65 du MINISTRE

DE L'INTERIEUR PORTANT CREATION DE L'ECOLE DE POLICE.-

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR;

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, spécialement en son article 157;

Vu le Décret-Loi du 13 octobre 1964, fixant à titre transitoire les grades et la situation barémique et réglementaire du Personnel de la Force de Police du Gouvernement Central, spécialement en ses articles 1 à 6, 11, 12, 14, 15, 18 à 22 et 24 à 35;

Vu telle qu'elle a été modifiée à ce jour l'Ordonnance n°21/432 du 10 décembre 1948, relative aux Corps de Police Territoriale, spécialement en ses articles 77 à 86 bis;

Attendu que l'Ecole de Police est appelée à doter la République Démocratique du Congo en personnel qualifié et spécialisé et qu'il y a lieu de fixer transitoirement et d'une manière adéquate les règles de réorganisation de l'Ecole créée dans le cadre de la Force de Police du Gouvernement Central;

A R R E T E.-

Article 1er.-

Une Ecole de Police est instituée dans le cadre de la Force de Police du Gouvernement Central. Le siège de cette Ecole est fixé à Léopoldville.

L'Ecole est placée sous la direction d'un agent du cadre supérieur de la Force de Police du Gouvernement Central.

Des instructeurs possédant la formation et la compétence nécessaires sont désignés par le Ministre de l'Intérieur ou Inspecteur Général délégué en vue d'inculquer aux élèves admis à l'Ecole dans les différentes sections; l'enseignement requis.

Des moniteurs aptes à les aider dans l'enseignement du programme établi, peuvent être désignés à cet effet par l'Inspecteur Général.

Article 2.-

L'Ecole de Police comporte 4 sections :

- 1°) Une section des recrues
- 2°) Une section de candidats gradés.
- 3°) Une section d'Officiers de Police Judiciaire à Compétence Générale
- 4°) Une section de spécialisation.

Article 3.-

Les cours ont une durée de :

- 1°) Section des recrues : 9 mois
- 2°) Section des candidats grades : 6 mois
- 3°) Section des OPJ à C.G. : 15 mois plus 3 mois de stage.
- 4°) Section de spécialisation : durée variable suivant la spécialité.

Article 4.-

Le programme comportera des cours théoriques et pratiques se basant sur la spécialisation applicable à la Police ainsi que des cours de formation Générale.

Ce programme est déterminé pour chaque section par l'Inspecteur Général.

Le Ministre de l'Intérieur ou l'Inspecteur Général Délégué, fixe annuellement le nombre de candidats admis à suivre les cours et sur propositions du Directeur responsable de l'Ecole.-

Article 5.-

Les conditions d'admission et de recrutement pour les différentes sont fixées ci-après et dans les limites des candidats à admettre :

*Requis Police
Ecole, School.*

1°) Section des recrues :

- a) Être ressortissant de la République Démocratique du Congo
- b) Être de conduite irréprochable et fournir un extrait du casier judiciaire.
- c) Être célibataire ou monogame- l'élève marié ne peut se faire accompagner par sa famille pendant la durée des cours.
- d) Être reconnu apte par un médecin de la République Démocratique du Congo et commissionné pour la Police.
- e) Être titulaire d'un certificat d'au moins 6 années primaires.
- f) avoir une taille de 1.65m minimum cadre masculin et 1.60m minimum cadre féminin.
- g) Être âgé de 18 à 30 ans cadre masculin et 16 à 25 ans cadre féminin.
- h) satisfaire à un concours d'admission
- i) satisfaire aux épreuves physiques éliminatoires avant de passer les épreuves écrites et avoir été reconnu apte par le médecin.

2°) Section des candidats gradés.:

- a) Être agent des cadres de la Police
- b) Être revêtu du grade d'agent de police principal au moment de l'admission
- c) faire l'objet d'une bonne appréciation de son chef direct (comportement, cotation antérieures et aptitudes).
- d) satisfaire à un concours d'admission sur les matières policières vues à la section des recrues ainsi que sur ses connaissances partiques.

3°) Section des O.P.J. à C.G.

- a) Être ressortissant de la République Démocratique du Congo
- b) Être de conduite irréprochable et fournir un extrait du casier judiciaire
- c) Être célibataire ou monogame. L'élève marié ne peut se faire rejoindre par sa famille pendant la durée des cours.
- d) Être reconnu apte par un médecin de la République Démocratique du Congo et commissionné pour la Police.
- e) Être titulaire d'un diplôme d'humanités complètes (6 ans post-primaires) ou pour les agents en service : être titulaire du brevet de candidat-gradé et avoir terminé 2 ans post-primaires.
- f) Être âgé de 21 à 30 ans, à l'exception des agents du cadre de la Police en service.
- g) satisfaire aux épreuves physiques éliminatoires avant de passer les épreuves écrites et avoir été reconnu apte par le médecin.
- h) avoir une taille de 1.65m minimum
- i) satisfaire à un concours d'admission écrit et oral (dissertation sur un thème de culture générale-examen d'arithmétique-géographie et histoire).

4°) Section de spécialisation.

- a) Être en service dans un corps de Police de la République Démocratique du Congo
- b) Être revêtu au moins du grade d'Officier de Police Adjoint.
- c) faire l'objet de la recommandation de l'Autorité supérieure de Police dont il dépend.

Article 6.-

Les matières enseignées dans les différentes sections font l'objet d'examens:

- a) Mensuels : Sur l'ensemble des matières vues pendant le mois.
- b) Trimestriels: Sur l'ensemble des matières vues pendant le trimestre et qui sont comptés pour les examens finals.
 - i) l'élève qui n'obtient pas les 6/20 des points pour le trimestre est exclus d'office.
 - ii) l'élève obtenant les 6/20 à 10/20 des points fait l'objet pour son cas d'une discussion au Conseil des Professeurs.
- c) De sortie: Sur l'ensemble des matières vues pendant toute la durée des cours. Certains examens sont écrits tandis que d'autres sont faits oralement devant un jury désigné à cet effet.
 - i) les cotes des examens seront additionnées avec celles des examens trimestriels.
 - ii) le coefficient de réussite est de 12/20 des points.
- d) La réussite des examens entraîne pour :
 - 1) La section des recrues: délivrance du brevet d'agent de police.
 - 2) Section des candidats-gradés: délivrance du brevet du cours de candidats-gradés. Quant à l'avancement de grade, il est régi par les conditions du statut.
 - 3) Section des O.P.J. à C.G. : Délivrance du brevet des OPJ à C.G. et l'agent s'il est engagé dans la Force de Police du Gouvernement

Central, est nommé Officier de Police Adjoint.

- 4) Section de Spécialisation: Délivrance du brevet dans la spécialité acquise.
- e) En cas d'échec, le candidat est autorisé à se représenter une seule fois à l'examen sur l'entièreté des matières.

Article 7.-

Pendant la durée des cours, les élèves bénéficient des dispositions suivantes:

- a) section des recrues :
 - 1°) Traitement annuel de 50.000 frs payable mensuellement et anticipativement
 - 2°) Indemnités et avantages sociaux dont bénéficient les agents de la Force de Police du Gouvernement Central, en vertu du Decret-Loi du 13-10-64, art. 20 et 21.-
 - 3°) Les élèves sont logés au Camp de l'Ecole pendant toute la durée des cours. Ils font partie du ménage de l'Ecole. A cet effet, une somme journalière pour frais de nourriture, dont le montant est fixé par le Comité des cantines et Ménages, leur est retenue mensuellement sur le traitement et suivant les jours effectifs de participation à ce ménage.
- b) section des candidats-gradés.-
 - 1°) L'élève touche le salaire normal du grade dont il était revêtu au moment de son admission.
 - 2°) Il continue à bénéficier du même régime concernant les indemnités et avantages sociaux que pendant sa période de service.
 - 3°) Il est logé au camp de l'Ecole pendant toute la durée des cours. Il fait partie du ménage de l'Ecole et les frais de nourriture lui sont retenus comme prévu au litt. a-3°).
- c) Section des OPJ à C.G.:-
 - 1°) L'élève venant du service actif continue à percevoir le traitement du grade dont il était porteur au moment de son admission. Toutefois, ceux qui lors de leur admission, était titulaire d'un grade inférieur à celui de brigadier-adjoint, perçoivent le traitement de Brigadier adjoint. Il continue à bénéficier des indemnités et autres avantages sociaux identiques à ceux de sa période de service actif.
 - 2°) Les autres élèves bénéficient du traitement afférent au grade de brigadier adjoint ainsi que les indemnités familiales et avantages sociaux prévus pour les agents de la Force de Police du Gouvernement Central.
 - 3°) Les élèves sont logés au camp de l'Ecole comme célibataires pendant toute la durée des cours. Ils font partie du ménage de l'Ecole et la retenue sur traitement, pour frais de nourriture leur est appliquée telle que prévue aux litt. a)3° et B-3°).

Article 8.-

Sauf en ce qui concerne les dispositions particulières du présent arrêté les élèves admis dans les différentes sections sont soumis au statut régissant les agents des Forces de Police du Gouvernement Central et réglant leurs droits et leurs devoirs.

Toutefois, un régime disciplinaire spécial, tel que prévu à l'art. 9 leur est applicable.

Article 9.-

Les sanctions disciplinaires sont, suivant la gravité et la nature de la faute commise :

- 1) En ce qui concerne les recrues :
 - a) l'avertissement
 - b) les exercices et corvées supplémentaires
 - c) la réprimande
 - d) la consigne
 - e) les arrêts dans la salle de police ou cachot pour 15 jours au maximum.
 - f) le renvoi.
- 2) En ce qui concerne les candidats gradés :
 - a) l'avertissement
 - b) les exercices et corvées supplémentaires
 - c) la réprimande
 - d) la consigne
 - e) les arrêts dans la salle de police ou dans le quartier pour 15 jours maximum
 - f) la rétrogradation
 - g) la dégradation suivie du renvoi.

- 3) En ce qui concerne les candidats OPJ à C.G. :
a) l'avertissement
b) les exercices et corvées supplémentaires
c) la réprimande
d) la consigne
e) les arrêts au quartier pour 15 jours maximum
f) le renvoi.
- 4) En ce qui concerne le cadre permanent et la section de spécialisation:
Celles applicables au personnel des Forces de Police du Gouvernement Central et prévues par l'arrêté n°61/65 du 12/1/1965.-

Article 10.-

Les sanctions et peines disciplinaires sont infligées aux élèves des différentes sections, par le Directeur de l'Ecole. Elles sont mentionnées dans le dossier administratif des intéressés.

Toutefois, en ce qui concerne la section des recrues, ces peines sont infligées par le Chef de Camp de l'Ecole ou son adjoint.

Pour les autres sections par le Commandant de l'Ecole ou son adjoint.

Ces sanctions et peines sont infligées verbalement par ces autorités désignées qui entendront l'inculpé et éventuellement les témoins.

Toutefois, les décisions de renvoi et dégradation suivie de renvoi prévues par l'art. 9-1°f et 9-2°-g et 9-3°-f sont prises par le Ministre de l'Intérieur ou l'Inspecteur Général Délégué après rapport et propositions du Directeur de l'Ecole.-

Lorsqu'une sanction est infligée, le motif sera clair, concis et précis et toujours notifié explicitement notifié à l'élève en cause.

Les arrêts prennent cours à la parade de garde suivant le moment où ils ont été notifiés et cessent à la parade de garde du jour où ils arrivent à expiration.

Si l'autorité chargée de punir, le juge nécessaire, elle peut ordonner les arrêts provisoires dans le quartier ou la salle de police. Ces arrêts prennent cours dès la notification. Si aucune décision n'est intervenue dans les 24 heures, ces arrêts expirent de plein droit.

Tout agent qui se croit l'objet d'une mesure imméritée peut introduire un recours par la voie hiérarchique contre cette mesure. Il ne peut toutefois le faire qu'après exécution sans critique de l'ordre donné ou de la mesure prise. Le recours est introduit auprès de l'Autorité Supérieure à celle ayant infligé la sanction.

L'élève qui introduit un tel recours en avertit l'autorité contre la décision de laquelle il se pourvoit.

Les recours individuels sont seuls autorisés.

L'autorité supérieure chargée d'examiner les recours entendra éventuellement le demandeur et peut soit : aggraver-maintenir-réduire ou annuler la sanction prise au premier degré. La décision finale est toujours notifiée au demandeur.

Article 11.-

Les élèves admis en qualité de recrues reçoivent au moment de leur admission les uniformes et tenues prévus pour les agents des Forces de Police du Gouvernement Central. Ils portent l'insigne "SECTION RECRUES".-

Les élèves admis aux cours de candidats-gradés portent l'insigne "SECTION CANDIDATS-GRADES".

Les élèves admis au cours d'OPJ à C.G. reçoivent lors de leur admission les uniformes et tenues prévus pour les agents de la Force de Police du Gouvernement Central. Ils portent l'insigne "SECTION SUPERIEURE".

Article 12.-

Le règlement d'ordre intérieur est celui établi par le Directeur de l'Ecole et applicable aux différentes sections.

Article 13.-

Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures se rapportant à l'Ecole de Police et sort ses effets à la date du 1 mars 1965.-

Fait à Léopoldville, le 12 mars 1965.-

Pour copie certifiée conforme
Léopoldville, le 31 mars 1965.

LE COMMANDANT DE L'ECOLE DE POLICE

- G. N Z O A M A Z O A.-

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Sé/- G. M U N O N G O.-

A l'Ecole Nationale de Police de Matete

Ouverture de la session 1965 en présence du ministre Munongo

L'Ecole Nationale de Police de Matete a connu hier une atmosphère de fête. Toutes les rues étaient ornées de drapeaux. A 9 heures, tous les policiers et étudiants du camp s'étaient rassemblés devant les bâtiments de l'école. En effet il s'agissait d'une cérémonie de prise d'arme à l'occasion de l'ouverture de la session 1965.

Plusieurs personnalités ont rehaussé de leur présence cette cérémonie, notamment M. G. Munongo, ministre de l'Intérieur du gouvernement central, M. Sita, secrétaire général dans le département et quelques membres du corps diplomatique.

Dans le discours qu'il a prononcé pour la circonstance, M. Nzo-A-Mazoa, commandant de l'Ecole Nationale de Police, après avoir tracé l'histoire de l'école, a déclaré : « Il y a six mois de cela, M. le ministre de l'Intérieur patronnait l'ouverture de l'Ecole Nationale de Police. Cela témoigne combien le gouvernement de « salut public » s'intéresse au maintien d'ordre.

« Notre école, a encore déclaré

le commandant, a déjà fait sortir ces premiers éléments qui sont appréciés dans tous les milieux par leur esprit de discipline et de courtoisie ».

M. Nzo-A-Mazoa a annoncé au cours de son « speech » la création dans un proche avenir d'une école de spécialisation dans plusieurs branches de la police.

Pour terminer, le commandant a tenu à remercier les pays amis qui, malgré la fausse campagne que les uns font sur le Congo, ne cessent jamais de donner au pays et particulièrement à la police l'aide tant matérielle que morale.

M. Godefroid Munongo, minis-

tre de l'Intérieur du gouvernement central a lancé de son côté un appel aux élèves de suivre la voie de leurs aînés. Le gouvernement fait tout pour que la police soit sûre et il lui en donne des moyens, devait conclure le ministre de l'Intérieur.

Un fait important à signaler au cours de cette session est la présence de quatre jeunes filles dans les rangs des recrues.

La cérémonie se termina par un cocktail offert par le commandant de l'école.

A.R.M.

*File -
Police School
(UN was not
informed or invited)
3/3.*

UNATIONS NEW YORK

COTAB 391 MILLER COATES FROM OILPIN. RE COATES LETTER NINE FEBRUARY
GOVERNMENT APPROVED CANDIDATURES MACOUN AND ROBERTSON FOR INSTRUCTOR POSTS
POLICE TRAINING PROJECT. WITH REGARD SALARY, SUGGEST FOR MACOUN LEVEL
SIMILAR TO LESUEUR AND FOR ROBERTSON SIMILAR TO EVERAERT, MY LN/162/65 REFERS.

IP/ep

I. PAQUIN
B. CACOURIS
2 March 1965

80-01

ALLOTMENT ADVICE - 1965Allotment/65083
25 February 1965

TECHNICAL ASSISTANCE BOARD

Police Contingent (Nigerian Police)

To: Mr. David Owen, Executive Chairman
Technical Assistance BoardAttention: Mr. B. F. Osorio-Tafall, Resident Representative
TAB, LeopoldvilleMr. R. B. Stedman, Director
Joint Administration Division, TABCopies: Mr. Saunders
Mr. VaidyanathanFrom: Helen Seymour, Deputy Director of Policy Coordination
Office of the Controller *HS*

1. Allotment/65082 provides funds to meet expenses under that part of U.S. Programme Agreement project 80-01 which supports the Police Contingent in the Democratic Republic of the Congo.

2. By the present action, funds for project 80-01 (Police Contingent) are sub-allotted to the Resident Representative to whom the administration of the project has been delegated.

Account Number and TitleThis Allotment

	<u>Foreign Currency</u>	<u>Congolese Currency</u>
	(U.S. Dollar Equivalent)	
22710-000 Police Contingent	340,400	542,000
	<hr/>	<hr/>
TOTAL	340,400	542,000
	<hr/>	<hr/>

PER 320
JMS:jmg 80-01

cc: Mr. Cacouris

BAT 357/65

Léopoldville, le 18 février 1965

Monsieur le Premier Bourgmestre,

Objet: Technicien pour le service d'identification

Faisant suite à votre lettre du 10 février 1965, je regrette que vous n'ayez pas reçu de réponse écrite à celle du 6 février 1963.

La question avait été discutée verbalement à l'époque et, au cours d'une série d'échanges de vues, il avait été établi que les Nations Unies se voyaient au regret de ne pouvoir mettre à votre disposition les services de Monsieur Clifford Woodward Hall.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Bourgmestre, l'assurance de ma considération distinguée.

B. F. Osorio-Tafall,
Représentant Résident et
Directeur des Programmes du Fonds Special

Le Premier Bourgmestre,
Cabinet du Premier Bourgmestre,
Léopoldville

N/A.-

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
VILLE DE LEOPOLDVILLE
CABINET
DU PREMIER BOURGMESTRE

Secrétariat.-

Léopoldville, le 10 ^{Février} Janvier 1965.-

N° _____/K.132.21/2.-

Objet :

Technicien pour le service
d'Identification.-

Monsieur le Chef des Opérations Civiles
de l'O.N.U.C.

✓ S/c. de Mr. le Chargé de la Mission
ONUC à
LEOPOLDVILLE.-

Monsieur le Chef des Opérations,

J'ai l'honneur de vous rappeler ma
lettre n° 25/75/SR-63 du 6 février 1963 qui demeure encore
sans suite à ce jour.-

A toutes fins utiles, je joins à la
présente copie de ma précitée.-

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des
Opérations, l'expression de ma considération très distinguée

↑
POUR LE PREMIER BOURGMESTRE
LE PREMIER BOURGMESTRE-ADJOINT,
GOLOMINI Georges

COMMISSAIRE DE DISTRICT.-

/ COPIE /

Map/
REPUBLIQUE DU CONGO
VILLE DE LEOPOLDVILLE
Cabinet
du Premier Bourgmestre.
=====

Objet :
Technicien pour le
service d'identification.

Léopoldville, , le 6 février 1963.

N° 25/75/33-63. -

- TRANSMIS copie pour information à MM. :
- le Ministre de l'Intérieur du Gt. Ct. à Léopoldville/Kalina. -
 - le Ministre de la Fonction Publique du Gt. Ct. à Léopoldville/ Kalina. -
 - Clifford Hall c/° BP. 7248. -
-

A Monsieur le Chef des Opérations civiles de
l'O.N.U.
s/c. de Monsieur le Chargé de la Mission ONU
à LEOPOLDVILLE/ KALINA. -

Monsieur le Chef des Opérations,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il nous serait particulièrement agréable et utile que Monsieur Clifford Woodward Hall, membre de la garde de sécurité de l'O.N.U. à Léopoldville puisse prester ses services auprès de l'office d'identification. -

Ses connaissances spéciales en matière d'identification et de criminalité, son expérience éprouvée lui permettraient de réorganiser ~~efficacement~~ le service en question et d'y procéder à la formation des agents congolais. -

En annexe je joins photocopie des documents concernant la spécialisation de Monsieur Hall. -

Il reste bien entendu que Mr. Hall continuerait d'être payé par l'O.N.U. -

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir me tenir au courant du suivi et vous en remerciant d'avance. -

Veuillez agréer; Monsieur le Chef des Opérations, l'assurance de ma considération très distinguée. -

LE PREMIER BOURGMESTRE,

sé/ Boniface ZOZO

BAT/349/65

18 février 1965

Monsieur le Commandant,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 27 janvier dans laquelle vous exprimez les difficultés rencontrées par les instructeurs nigériens pour leur transport de et à l'Ecole de Police du Gouvernement Central.

En réponse à votre demande, j'ai le plaisir de vous informer que nous pouvons mettre un bus à la disposition des instructeurs nigériens.

En vous remerciant d'avoir attiré notre attention sur ce fait, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commandant, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Représentant résident a.i. du BAT
et Directeur des Programmes du Fonds
Spécial

A.C. Gilpin

Monsieur
G. Nzoamasoa
Commandant de l'Ecole de Police
du Gouvernement Central
Léopoldville - Matete

cc: Mr. James
Mr. Hoffmeyer

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'INTERIEUR
ECOLE DE POLICE DU GOUVERNEMENT CENTRAL
LEOPOLDVILLE - MATETE.-

Léopoldville, le 27 janvier 1965.-

N° M.11/2533/ 55/EPGC/65.-

GILPIN
SOUVERAIN

Objet : Demande véhicules destinés
aux Instructeurs Nigériens.-

A Monsieur le Représentant de l'Organisation
des Nations Unies au Congo de et à
LEOPOLDVILLE.-

Transmis copie pour information à :
- Monsieur l'Inspecteur Général
Chef des Forces de Police du Gouvernement
Central de et à
LEOPOLDVILLE - EST.-

Com. des Nations Unies
Landgren

W

Monsieur le Représentant,

L'Ecole de Police du Gouvernement Central,
dont j'exerce la direction, est seulement pourvue d'un véhicule utilitaire
de 7 places.-

Nous sommes actuellement, cadre permanent
administratif et instructeurs au nombre de 14, tous logés en ville.-

Vous vous rendrez certainement compte que,
dans l'état actuel des choses, il m'est matériellement impossible d'amener
au siège de l'Ecole le personnel adéquat dans les temps requis.-

De cet état de chose le déroulement normal
des études en souffre.-

Au vu de ce qui précède, je sollicite de
votre haute bienveillance, la mise à la disposition de Messieurs les
Instructeurs Nigériens, un véhicule utilitaire.-

Je me permet de croire, Monsieur le Représen-
tant, que vous comprendrez la situation dans laquelle je me trouve. Je vous
remercie de ce que vous voudrez bien faire, et vous prie de croire, en ma
plus haute considération.-

Arhul
ET Atki
9/2

LE COMMANDEMENT DE L'ECOLE DE POLICE DU GOUVERNEMENT CENTRAL;

- G. NZOAMAZOA.-

COMMISSAIRE CONTROLEUR PRINCIPAL.-



Les véhicules
expédiés
Sept/Octobre

Note for the file

16 February 1965

Subject: Police Training College

Mr. Manopoli of USAID called on me yesterday to discuss

- (a) outstanding candidates for instructors at the Police Training College and
- (b) the possibility of opening a police training college in Stanleyville.

In regard to the latter question, I said that, if we were to receive a request from the Congolese Government, and provided that we were still operating at all in Stanleyville, I saw no objection to our assigning United Nations police instructors to a police training college in Stanleyville.

acslm

LR/162/63

13 February 1965

TO: Mr. William Houston Miller, Programme Officer,
i/o Democratic Republic of the Congo Unit

FROM: A.C. Gilpin, Deputy Resident Representative of the TAI

SUBJECT: Candidates for Police Instructor posts

The Government has at last approved the candidatures of Messrs. W. Byrne, E. Gaulier, J. Desnard, R.F. Everaert, F. Gilles, J.M. Lemaux, A.J. Nicoli, J.D. Peel and H.J. Pitre, as instructors for the Police Training College (project No. 80-01).

After review of their curricula vitae, we make the following recommendations, in terms of level and step, regarding the salaries which should be offered:

	Level	Step
Lemaux	5	1
Gaulier } Nicoli }	4	7
Everaert	4	1
Byrne } Desnard } Gilles }	3	1
Peel } Pitre }	2	1

We took due note of your view that level 3 was an adequate grade for these instructor posts. However, with Mr. Pontal at level 4 step 6, we foresee many difficulties if we engage at a lower salary candidates who are very much senior to Pontal in the same national administration, namely Messrs. Lemaux, Gaulier and Nicoli. In the case of Lemaux, his academic background and experience place him considerably above the other two in their administration and seem to call for a higher grade. With regard to Mr. Everaert, he is younger than the three French candidates but his academic background and experience are far superior to those of Byrne, Desnard and Gilles. We should welcome your comments on the foregoing recommendations.

In the case of Byrne and Pitre, we feel it is most important that you should confirm preferably through an interview, that they are fluent in French, before an offer is made to them.